

Octobre – Novembre – Décembre 2016

Réalisée du 19 octobre au 7 novembre 2016

Vague 64

Baromètre des TPE



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. En Europe, elle emploie 11 000 personnes au service de ses **273 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses neuf métiers, **le droit, le chiffre, la banque et le conseil financier, l'informatique et la technologie, la sécurité, l'immobilier et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

▪ Le poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Les principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	15
▪ L'emploi dans les TPE	18
▪ La situation économique et financière des TPE	24
▪ L'actualité économique	
➔ Les TPE et l'immigration	30
➔ Les TPE et la sécurité	47
➔ La perspective de l'élection présidentielle de 2017	63
▪ Méthodologie	69
▪ Échantillon	70

Le poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : 3,14 millions (en intégrant les autoentrepreneurs)*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(*) Source INSEE SIRENE 2015

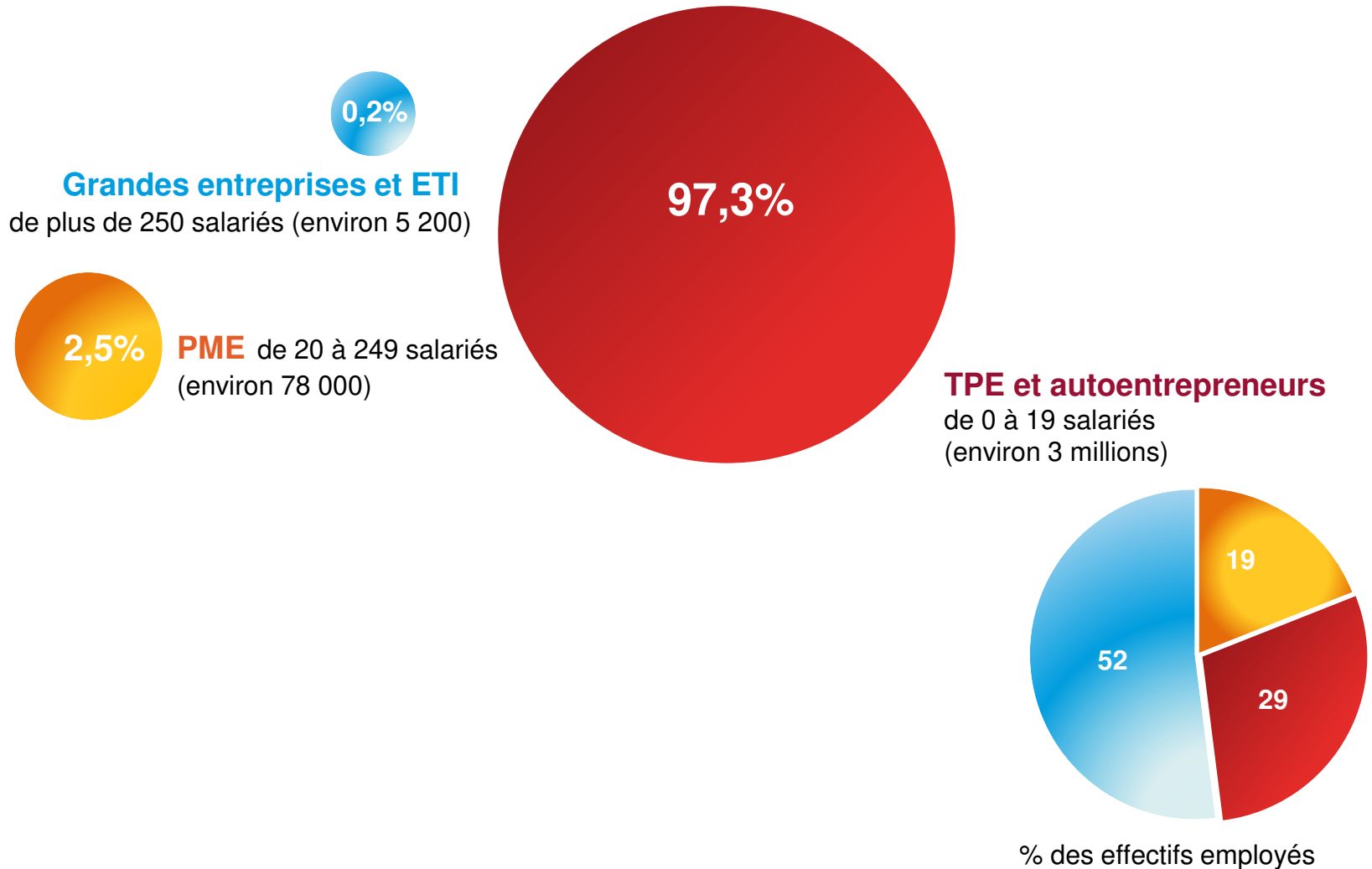


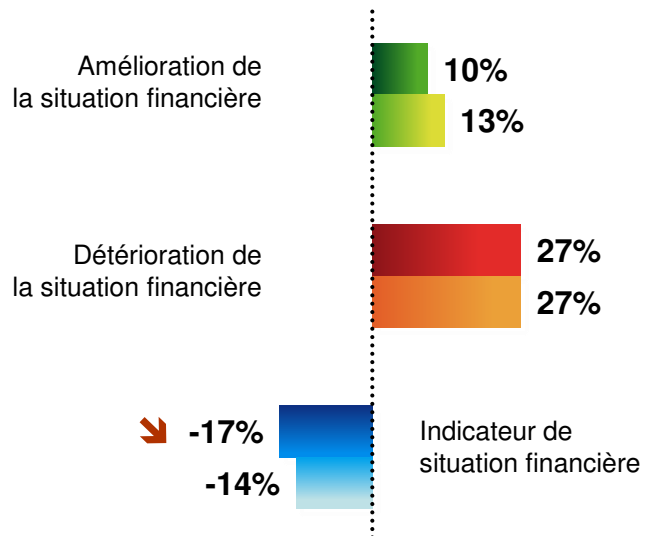
Tableau de bord

Note de lecture

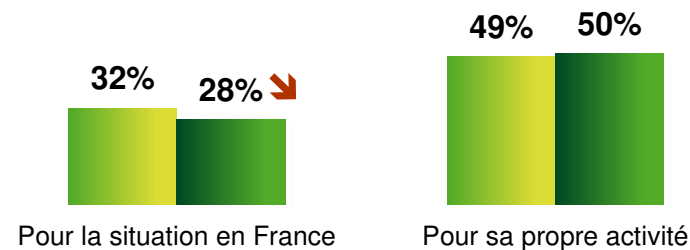
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Moral, situation financière et emploi dans les TPE

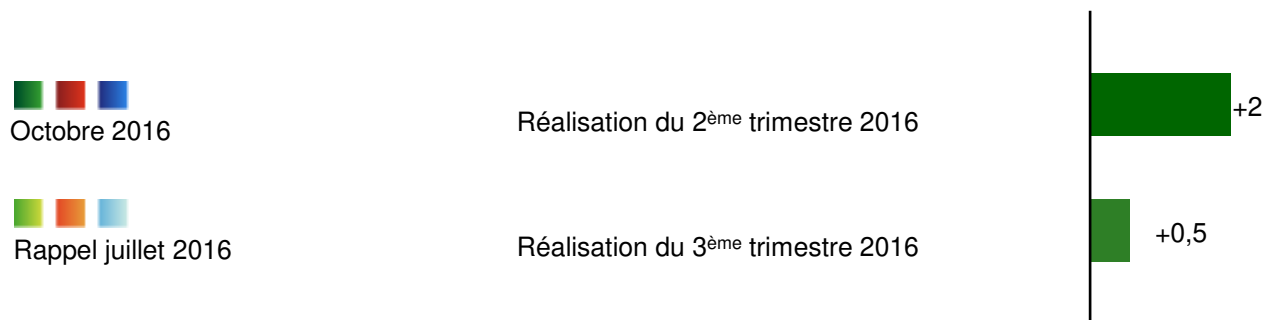
Situation financière sur les trois derniers mois



Niveau d'optimisme

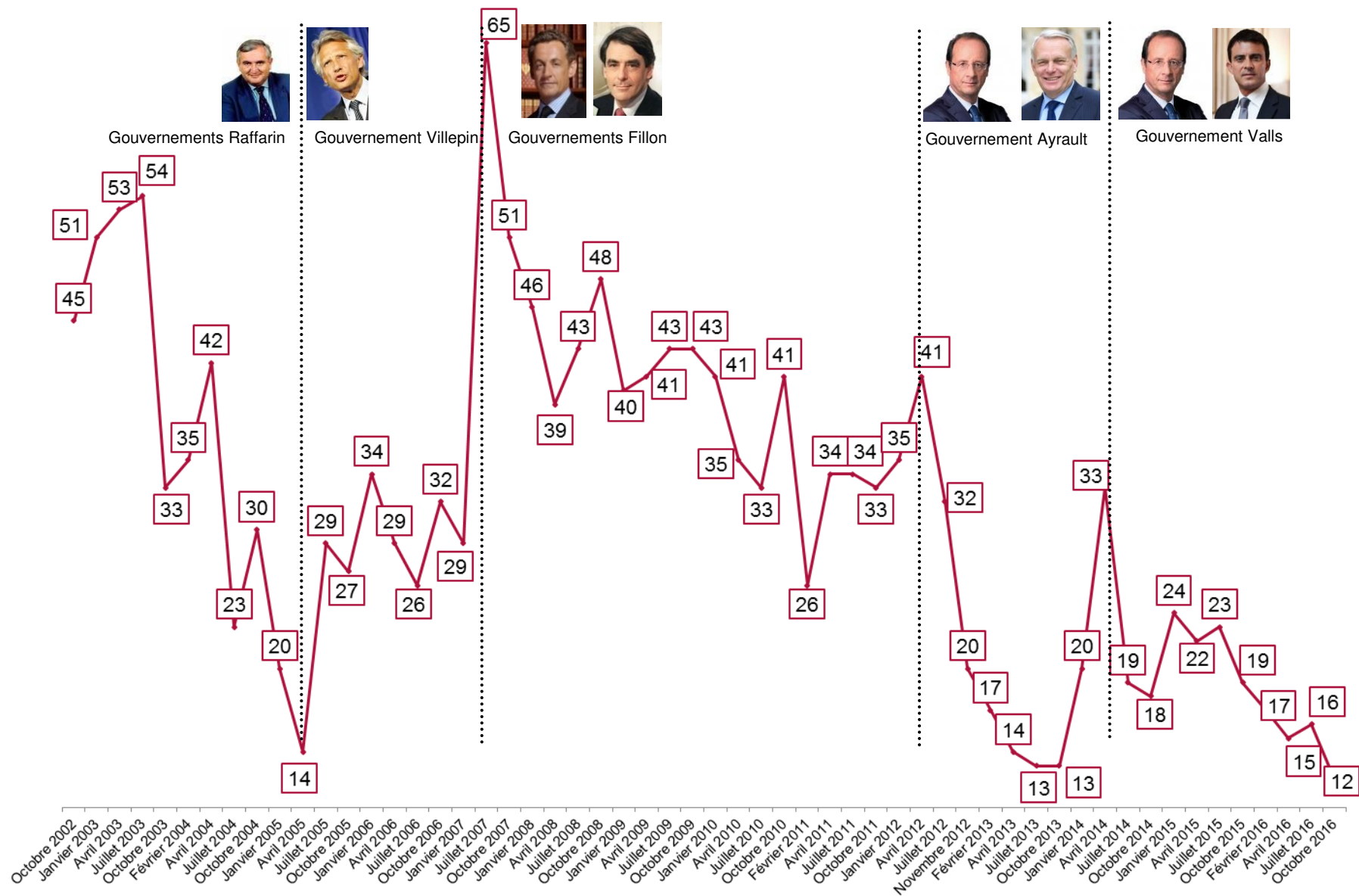


Création nette d'emplois



Base ensemble des dirigeants de TPE = 1 003 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



Base : ensemble des dirigeants de TPE

% de bonne opinion

Les principaux enseignements

Note de lecture

(↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Une activité des TPE qui se stabilise après l'amélioration estivale

Le regain d'optimisme des dirigeants de TPE sur le contexte économique observé en juillet n'est plus de mise à quelques semaines de la fin de l'année. En effet, 28% d'entre eux se disent optimistes pour la situation en France, soit un recul de 4 points en 3 mois.

Dans le même temps, le développement des très petites entreprises marque le pas :

- **La moitié des chefs d'entreprise se déclare optimiste pour leur activité (50%, +1 point)**, ce score atteignant 59% dans le BTP, 62% dans les services aux entreprises et 59% en région parisienne. On distingue plus de fragilité dans les structures de 1 à 2 salariés (43%) et le secteur du commerce (28%).
- L'indicateur de situation financière passe de -14 à -17 en un trimestre, mais retrouve le même niveau qu'il y a un an (et que lors de la vague d'avril 2016).
- **Les prévisions de ventes suivent une évolution proche de celle constatée au trimestre précédent : 30% des interviewés espèrent une progression (+2 points)**, 42% une stagnation (-3 points) et 25% craignent une baisse (+1 point).

La situation de trésorerie des TPE connaît une légère détérioration : 26% des dirigeants interrogés déclarent qu'elle est négative, en hausse de 5 points par rapport au moins de juillet. Cette proportion est presque équivalente à celle des entreprises ayant une trésorerie excédentaire (28%, -2 points). Près de la moitié d'entre elles mettent cependant en avant une trésorerie à l'équilibre (46%).

Ces problèmes de trésorerie plus nombreux contribuent sans doute pour partie à l'augmentation des demandes de financement des trois derniers mois (16%, +3 points), et corrélativement, à des mesures de durcissement plus fréquentes (49%, +3 points), notamment sur les garanties exigées (17%, +6 points) et l'octroi de sommes inférieures à celles demandées (15%, +5 points). Les refus de prêts sont en revanche en net recul (15%, -9 points).

Après l'embellie estivale, la création nette d'emplois se stabilise à +0,5%. On relève toutefois que ce score global s'accompagne de taux de recrutement (15%), mais aussi de suppressions de postes (8%) élevés. La création d'emplois est plus élevée dans les structures de 10 à 19 salariés (+7%), dans l'hôtellerie (+3%, avec une création nette déjà supérieure à la moyenne au trimestre précédent) et dans l'industrie (+6%), tandis qu'elle est négative dans les secteurs du commerce (-2%), des services aux entreprises (-2%) et du BTP (-7%).

Le CDD reste le mode d'embauche le plus fréquent (50%), le plus souvent pour une durée de plus d'un mois (34%). Le recours à ces contrats répond principalement à un surcroît temporaire d'activité (64%, stable). 42% des dirigeants l'utilisent pour être certains que le poste est viable (-2 points sur une année glissante), 35% pour le remplacement d'un salarié absent (stable) et 30% pour tester les compétences des salariés (-1 point). Un peu plus d'un tiers des employeurs actuels ont recruté leurs nouveaux salariés en CDI (36%, +1 point), 11% en contrat d'apprentissage et 3% en contrat aidé.

Parmi les chefs d'entreprise ayant supprimé des postes au cours de l'année, 40% ont eu recours à des ruptures conventionnelles, 33% à des licenciements, et 24% ont été confrontés à des démissions.

Un constat partagé de l'échec d'intégration des personnes immigrées depuis un demi-siècle, largement imputé aux pouvoirs publics

L'immigration constitue un sujet d'intérêt pour près de deux chefs d'entreprise sur trois (63%), avec des enseignements très diversifiés dans ce domaine. En premier lieu, 82% des dirigeants de TPE jugent que cette question sera importante dans la campagne pour l'élection présidentielle de 2017, là où une courte majorité accordera un poids important à ce sujet pour son propre vote (53%). Malgré les débats parfois tendus sur ce thème, 61% d'entre eux estiment que l'on peut parler sereinement de la question de l'immigration.

L'appréhension du nombre d'étrangers est très contrastée : 51% des interviewés déclarent que les immigrés sont trop nombreux en France contre 47% qui pensent le contraire. De la même manière, **57% se disent inquiets face à la question de l'immigration contre 43% qui ne le sont pas**. Les craintes exprimées par les dirigeants inquiets sont imputées principalement à l'échec perçu d'intégration des immigrés depuis un demi-siècle (46%), cette cause dépassant les différences culturelles et religieuses (44%). Viennent ensuite le nombre trop élevé d'immigrés (34%) et dans une moindre mesure la mise en cause du modèle culturel français (21%).

Plus largement, que les chefs d'entreprise soient ou non préoccupés par cette question, **69% estiment que la France n'a pas réussi à intégrer les personnes immigrées et la population issue de l'immigration depuis un demi-siècle, et ce d'abord par manque de volonté politique en la matière (43%)**.

Ils attribuent ensuite à égalité cet échec au manque de volonté de la société pour intégrer les personnes immigrées et au manque de volonté des personnes immigrées de s'intégrer (28% dans les deux cas). Celles-ci se voient donc plus fortement exonérées d'une mauvaise intégration, contrairement aux Pouvoirs Publics. Les différences religieuses sont évoquées à hauteur de 27% et le manque d'emplois en France à hauteur de 23%, devant les différences culturelles (18%), le trop grand nombre de personnes à intégrer (13%) et le manque de moyens financiers de la France (12%).

Seule une minorité (33%) des patrons interrogés considère que l'immigration rapporte plus à la France qu'elle ne lui coûte, soit un score comparable à celui relevé auprès de l'ensemble des Français¹ (30%).

Confirmant les jugements précédemment exprimés sur l'échec d'intégration et la responsabilité du politique dans cet échec, ils jugent majoritairement que l'action de la France n'est pas satisfaisante s'agissant de l'accueil des migrants en situation d'urgence (59%), de l'aide à l'apprentissage de la langue française (67%), et surtout de l'insertion sur le marché du travail, qu'il s'agisse de l'orientation des migrants économiques (77%) ou de l'accompagnement des migrants vers l'emploi (84%). Seul l'accueil des étudiants étrangers suscite des perceptions positives majoritaires (67%).

Une gestion des migrants fuyant les conflits jugée insatisfaisante

La situation actuelle des migrants fuyant les conflits au Proche-Orient, au Moyen-Orient et en Afrique apparaît aux chefs d'entreprise comme étant mal gérée :

- En premier lieu, **70% d'entre eux estiment que les moyens matériels mis en place pour les accueillir, à savoir l'hébergement et la nourriture, sont mal adaptés.**
- Une courte majorité souligne le fait que le nombre de migrants accueillis par la France n'est pas équitable par rapport aux autres pays de l'Union Européenne (52%). A ce sujet, les interviewés sont divisés sur la politique à adopter, **49% souhaitant que l'espace Schengen ferme ses frontières aux migrants contre 49% qui n'y sont pas favorables.** La fermeture des frontières est davantage soutenue par les dirigeants des secteurs du commerce (59%), du BTP (62%) et par les artisans (59%), tandis que le maintien de leur ouverture est plus fortement souhaité dans les structures sans salarié (54%), ainsi que dans les secteurs des services aux particuliers (56%) et aux entreprises (59%).

Face à ces problématiques, les patrons de TPE appellent très largement de leurs vœux la définition d'une politique européenne d'immigration commune pour tous les pays (80%, en hausse de 5 points par rapport à 2008), et la mise en place rapide de moyens pour permettre l'intégration économique des migrants fuyant les conflits (78%). **La moitié d'entre eux se déclare d'ailleurs prête à embaucher des salariés venant du Proche-Orient ou du Moyen-Orient si des mesures d'accompagnement spécifiques sont mises en place pour permettre leur adaptation** (48% ; 59% dans le secteur des services aux entreprises).

Constatant les difficultés d'accueil de ces réfugiés de guerre, seuls 10% des chefs d'entreprise pronostiquent une intégration de ces populations dans les 5 ans à venir. 38% considèrent qu'ils s'inséreront d'ici 5 à 10 ans, 13% d'ici 11 à 15 ans, et 35% à plus long terme. Notons que 3% uniquement pensent que les migrants fuyant actuellement les conflits ne pourront pas s'intégrer.

Des dirigeants de TPE plutôt positifs s'agissant de l'embauche de travailleurs d'origine étrangère

Interrogés sur leurs pratiques en matière de recrutement, **près de la moitié des employeurs déclarent employer ou avoir déjà employé des salariés n'ayant pas la nationalité française (46%)**. Cette proportion atteint 66% en région parisienne et 69% dans l'hôtellerie. Sans surprise, ces scores varient selon les pays considérés :

- **L'Europe est naturellement la zone géographique où les recrutements sont les plus fréquents**, surtout au sein de l'Union Européenne (28%), mais aussi, pour 12%, dans les autres pays européens.
- **L'Afrique constitue également un vivier de recrutement**, qu'il s'agisse de l'Afrique du Nord (22%) ou des autres pays d'Afrique (15%).
- Les embauches sont plus rares sur les autres continents, sans doute du fait de l'éloignement : 8% ont eu recours à des salariés du Moyen-Orient, 7% à des salariés d'Asie, 4% à des salariés d'Amérique centrale et du Sud, 3% à des salariés d'Océanie et 2% à des salariés d'Amérique du Nord.

Dans 82% des cas, les patrons concernés considèrent que l'emploi de ces travailleurs d'origine étrangère a été une expérience positive. Ils valorisent en particulier le fait que ces salariés permettent d'enrichir les relations et les méthodes de travail (69%). La moitié (51%) met également en exergue leur apport en termes de créativité et d'innovation au sein de l'entreprise. 14% uniquement ont relevé que ces embauches avaient pu perturber le fonctionnement de l'entreprise. Dans le même temps, une majorité des employeurs souligne la nécessité d'un suivi et d'une formation plus développés lors de l'intégration de ces salariés (58%).

Invités à évaluer les qualités comparatives des travailleurs français et des travailleurs immigrés, plus des deux tiers des dirigeants interrogés considèrent qu'elles sont identiques (de 67% à 73% selon les items testés), à l'exception notable des langues étrangères, pour lesquelles 47% estiment que les travailleurs n'ayant pas la nationalité française disposent d'un atout distinctif spécifique. Qu'il s'agisse de l'esprit d'entreprise, de l'esprit d'équipe, de l'organisation, du sens de l'initiative ou des compétences techniques, environ un chef d'entreprise sur cinq évalue moins favorablement les travailleurs étrangers.

Confirmant la perception de qualités et compétences similaires, 80% des employeurs traitent les CV des candidats ayant un nom de famille à consonance étrangère de la même manière que les autres, 15% les conservant mais déclarent privilégier les candidats ayant la nationalité française et une part marginale (4%) les écartant.

Des patrons de TPE préoccupés par les questions de sécurité malgré un sentiment d'insécurité faible

Alors qu'une très large majorité des dirigeants de TPE se sent en sécurité dans sa vie quotidienne (83%), ils sont pour autant nombreux à considérer que ce thème sera important dans la campagne présidentielle à venir (89% dont 52% de « tout à fait d'accord ») et que cette question aura un impact important sur le vote lors de l'élection présidentielle de 2017 (64%). Plus encore, et malgré ce sentiment de sécurité partagé par les dirigeants d'entreprises, la question les intéresse personnellement pour près des trois-quarts d'entre eux (73%).

Les dirigeants de TPE associent le thème de la sécurité avant tout à la menace terroriste pour 38%. Deux autres évocations émergent pour une part importante d'entre eux : les agressions physiques (27%) et verbales (23%). La sécurité des biens (les vols et les effractions notamment) n'est associée au thème de la sécurité en général que par 8% des personnes interrogées. **Confirmant son positionnement dans les préoccupations en matière de sécurité, la menace terroriste est considérée comme élevée par près de neuf dirigeants sur dix (87%, le score monte à 96% auprès du grand public²), en particulier par les plus de 50 ans (90%) et par les sympathisants de droite (92%).** Pour faire face à cette menace, les interviewés ont particulièrement confiance en l'armée française (87%) et en les forces de police et de gendarmerie (83%). Les services de renseignement sont jugés fiables par 70% des personnes interrogées. En revanche, François Hollande et le gouvernement n'ont la confiance que d'un tiers des dirigeants de TPE (34%).

Le sentiment d'insécurité chez les dirigeants de TPE reste faible, s'établissant à 17%. Dans le détail, il est plus élevé auprès des moins de 35 ans (25% contre 17% en moyenne), ainsi qu'en région parisienne (21%). Paradoxalement, et malgré un fort sentiment de sécurité, les dirigeants de TPE expriment des craintes quant aux risques en matière de sécurité pour les Français (70% estiment ces risques comme élevés).

Une proportion non négligeable des patrons de TPE ressent personnellement des risques élevés de violences et d'agressions (43%) en particulier chez les commerçants (64%).

Presque au même niveau, 39% considèrent que ces risques sont élevés pour leur famille. Cette inquiétude touche en particulier les plus de 60 ans (46%), les commerçants (52%) et les entreprises ayant un chiffre d'affaire inférieur à 100 000 euros (51%).

L'inquiétude concernant les risques en matière de sécurité pour leur entreprise est plus faible encore à 21%. Là encore, les commerçants se révèlent être les plus inquiets (37%), sans doute parce qu'ils sont plus directement exposés à ces agressions.

Une majorité des dirigeants de TPE estime que la délinquance a augmenté en France au cours des derniers mois (58%).

Plus précisément, on observe que ce sont les plus petites entreprises, n'ayant aucun salarié (62%) ou ayant un chiffre d'affaire inférieur à 100 000 euros (71%) ainsi que les commerçants et les artisans (68%) qui considèrent que la délinquance a augmenté au cours des derniers mois.

Cette perception d'une insécurité en hausse est au moins partiellement alimentée par l'expérience : **74% des dirigeants interrogés ont été victimes d'au moins un type d'agression** (menace verbale, cambriolage, vol, piratage informatique, agression physique) au cours des 10 dernières années dans le cadre de leur vie privée et 59% au sein de leur entreprise. Les menaces verbales apparaissent comme les plus courantes : 46% en ont déjà été victimes dans le cadre privé dont plus d'un quart (27%) à plusieurs reprises. A l'inverse, les agressions physiques ne concernent que 18% des personnes interrogées.

On observe la même hiérarchie dans le cadre de l'entreprise : les menaces verbales ont déjà concerné 35% des interviewés alors que les agressions physiques sont les plus rares (12%), ce qui reste un chiffre important quand on pense en terme d'extrapolation.

Les risques liés à la sécurité dans les entreprises sont plutôt bien pris en compte par les dirigeants de TPE

Pour faire face à ces risques en matière de sécurité, notamment au sein de leur entreprise, **les trois quarts des dirigeants de TPE (74%) possèdent au moins un équipement spécifique pour protéger leurs salariés et leurs moyens de production.** Les deux équipements les plus courants sont les alarmes (42%) et les grilles de protection (36%). Un quart des interviewés a également équipé son entreprise de portes ou de vitrines blindées (25%) et/ou d'une vidéo-surveillance (24%). Moins répandus, les chiens de garde et la possession d'une arme d'autodéfense sont utilisés dans respectivement 12 et 11% des cas. L'emploi de vigiles reste quant à lui marginal dans les TPE, vraisemblablement pour des raisons de coûts (3%).

Logiquement, les entreprises ne comptant aucun salarié (29%) ainsi que celles du secteur des services aux particuliers (35%) qui n'ont souvent pas de locaux à proprement parler, sont surreprésentées parmi les TPE n'ayant aucun équipement de sécurité.

Nuançant le taux global d'équipement élevé (74%), seul un tiers des dirigeants a réalisé des investissements en matière de sécurité au cours des deux dernières années (33%). Parmi eux, on note une surreprésentation des commerçants (42%), ainsi que des entreprises du secteur des services aux entreprises (41%). La moitié des entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 1 million d'euros a effectué des investissements de sécurité récents (47%).

Ces observations mettent en exergue une situation paradoxale où les plus petites entreprises (sans salarié ou avec un CA inférieur à 100 000 euros) sont les plus inquiètes face aux risques liés à la sécurité mais sont également les moins nombreuses à même d'effectuer des investissements conséquents pour se protéger puisqu'elles n'ont que des moyens financiers limités.

Cependant, les dirigeants de TPE ne sont pas particulièrement enclins à autoriser sous certaines conditions le port d'arme pour les vigiles des sociétés privées de surveillance. 63% des interviewés se déclarent opposés à cette idée dont 36% le sont « tout à fait ». Notons que, les sympathisants de droite sont majoritairement favorables à cette proposition que la moyenne des dirigeants de TPE (52%).

Concernant la sécurité informatique de leur entreprise, les dirigeants de TPE se révèlent particulièrement inquiets s'agissant de la possibilité qu'un virus informatique détruise leurs données (69%) ainsi que par le risque de vol des codes bancaires (67%) et des mots de passe (59%). L'espionnage informatique ainsi que le blocage des données contre une rançon inquiètent une minorité de dirigeants d'entreprise (respectivement 42% et 37%). Les entreprises spécialisées dans les services aux entreprises sont particulièrement inquiètes à propos des « ransomware », ces « kidnappings » informatiques qui consistent à crypter les données d'une entreprise et à demander une rançon en échange d'une clé de décryptage (47% contre 37% en moyenne).

Pour mieux se protéger contre ces risques liés à leur activité, les dirigeants ont mis en place des anti-virus pour une très large majorité d'entre eux 81%, et ont également contracté des assurances spécifiques pour indemniser les risques (55%). Moins répandu, le contrôle régulier du système informatique par un spécialiste est mis en place dans 40% des entreprises. Enfin, 33% des employeurs ont rédigé des consignes écrites pour leurs salariés.

Une défiance envers le gouvernement qui profite très fortement à Alain Juppé dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017

A sept mois de la fin du mandat de François Hollande, **le gouvernement voit la confiance que lui accordent les patrons de TPE diminuer de 4 points pour atteindre 12%, soit le score le plus bas enregistré depuis la première mesure de cet indicateur en 2002.** A titre de comparaison avec les précédentes élections présidentielles, ce niveau de confiance s'établissait à 33% en octobre 2011 et 26% en octobre 2006.

La défiance envers le gouvernement contribue aux scores très faibles dont sont crédités les candidats des partis de gauche dans les intentions de vote, avec moins de 20% des suffrages cumulés quelle que soit l'hypothèse considérée.

Le rapport de force électoral mesuré par l'Ifop à moins de 6 mois du premier tour de l'élection présidentielle indique **un très net avantage en faveur de la droite et plus précisément de l'actuel favori de la Primaire des 20 et 27 novembre, Alain Juppé.** Avec 53% d'intentions de vote, le Maire de Bordeaux obtient un score majoritaire dès le premier tour chez les patrons de TPE **que même le candidat Sarkozy de 2006-2007 n'atteignait pas auprès de cette cible.** Alain Juppé relègue Marine Le Pen à plus de 30 points. Avec 22% des intentions de vote, la candidate frontiste recule d'ailleurs de 5 points depuis l'enquête de juillet.

Dans le détail, Alain Juppé recueille des scores particulièrement élevés auprès des dirigeants d'entreprises de 10 à 19 salariés (71%), du secteur de l'industrie (70%) et logiquement auprès des sympathisants de l'UDI (75%) et des Républicains (85%).

Se fait jour une sorte de passage de témoin, surtout auprès de patrons de TPE longtemps « segment force » de Nicolas Sarkozy. En effet, face aux 53% d'Alain Juppé, l'ancien chef de l'Etat dans une configuration identique, à l'exception de la présence d'une candidature Bayrou (13%) n'obtient que 36%, soit peu ou prou un score parfaitement stable depuis avril 2016.

De surcroît, dans une configuration hypothétique d'une primaire Juppé-Sarkozy au premier tour de l'élection présidentielle, **le premier surclasse Nicolas Sarkozy de 22 points (42% contre 20%).**

Notons que cette présence des deux favoris de la Primaire du 20 novembre dans un premier tour présidentiel a pour effet majeur **d'assécher l'espace de Marine Le Pen**, ramenée auprès des dirigeants de TPE aux scores de présidentiels de son père des années 1980 et 1990.

Enfin, le rapport de force électoral révèle plus que jamais **la marginalisation de la gauche auprès des dirigeants de TPE.** Recueillant un total d'intentions de vote allant de 17% à 21%, **les candidats qu'ils se réclament de la gauche radicale ou de celle du gouvernement ne parviennent à troubler ce match entre la droite et le FN.** Arrivant à égalité avec Jean-Luc Mélenchon dans l'hypothèse Juppé, François Hollande devance toutefois le candidat de la France insoumise dans la configuration avec Nicolas Sarkozy.

Face à l'éloignement perçu de la sphère politique, **les dirigeants de TPE appellent massivement de leurs vœux la candidature à la présidence de la République d'un chef d'entreprise (80%).** Cette attente s'inscrit en forte adéquation avec les souhaits des Français : dans une enquête d'octobre 2016, 68% des Français considéraient qu'un entrepreneur pourrait être un bon président de la République. Plus d'un tiers d'entre eux serait même « tout à fait » prêt à élire l'un de ses pairs. En revanche, ils sont moins réceptifs à l'élection d'un militaire (34%) et surtout à celle d'un acteur ou d'un artiste (19%).

Si la perspective de voir à la tête de l'Etat une personne ne provenant pas de la sphère politique les séduit, seule une minorité des interviewés estime qu'un tel candidat peut émerger dans la campagne actuelle, et 8% uniquement en sont certains.

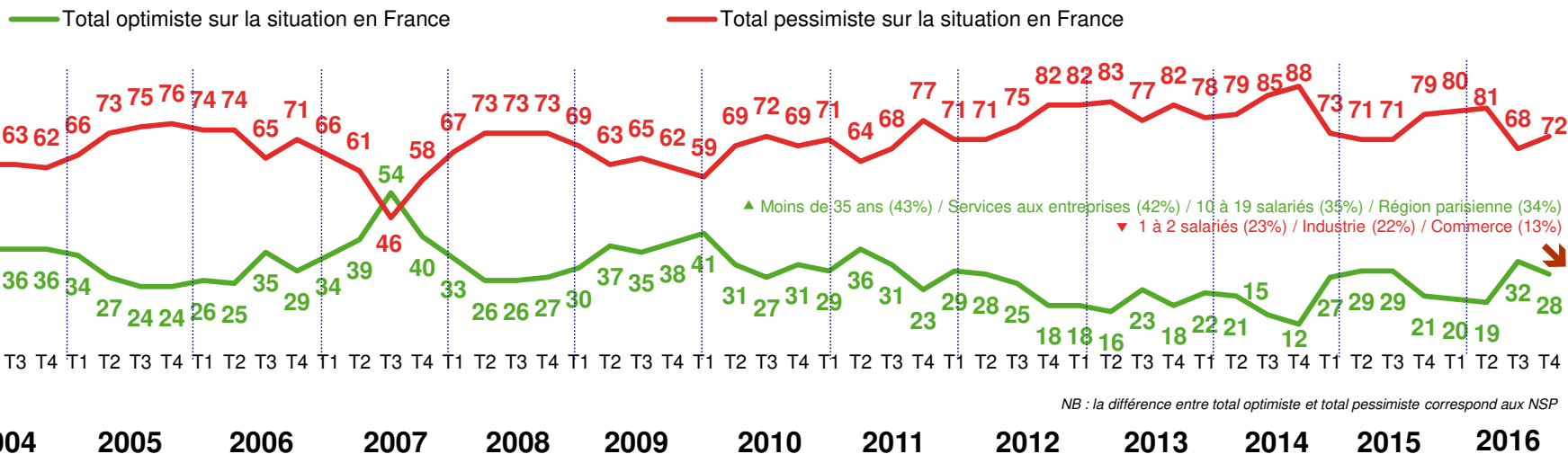
Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

( ) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
( ) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

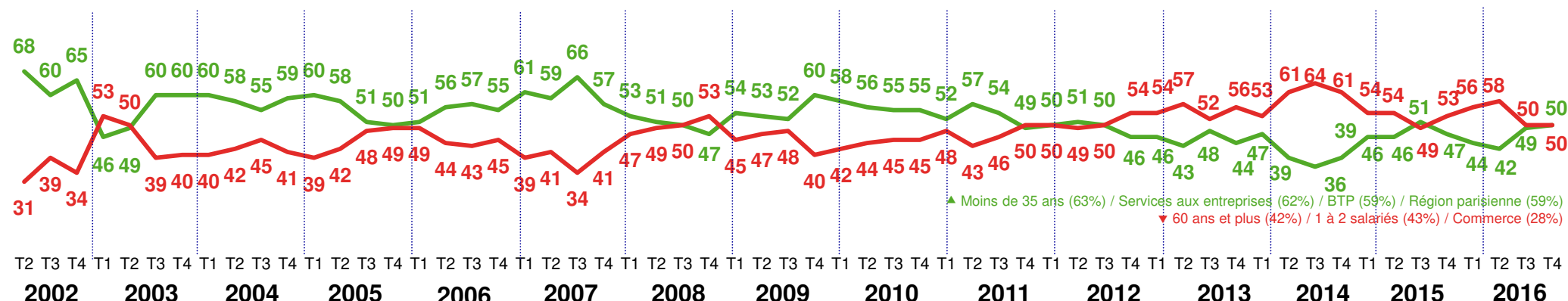


Question

Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

— Total optimiste pour leur activité

— Total pessimiste pour leur activité



Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Manuel Valls... ?

— Inspirent confiance d'une manière générale

Gouvernements
Raffarin



Gouvernement
Villepin



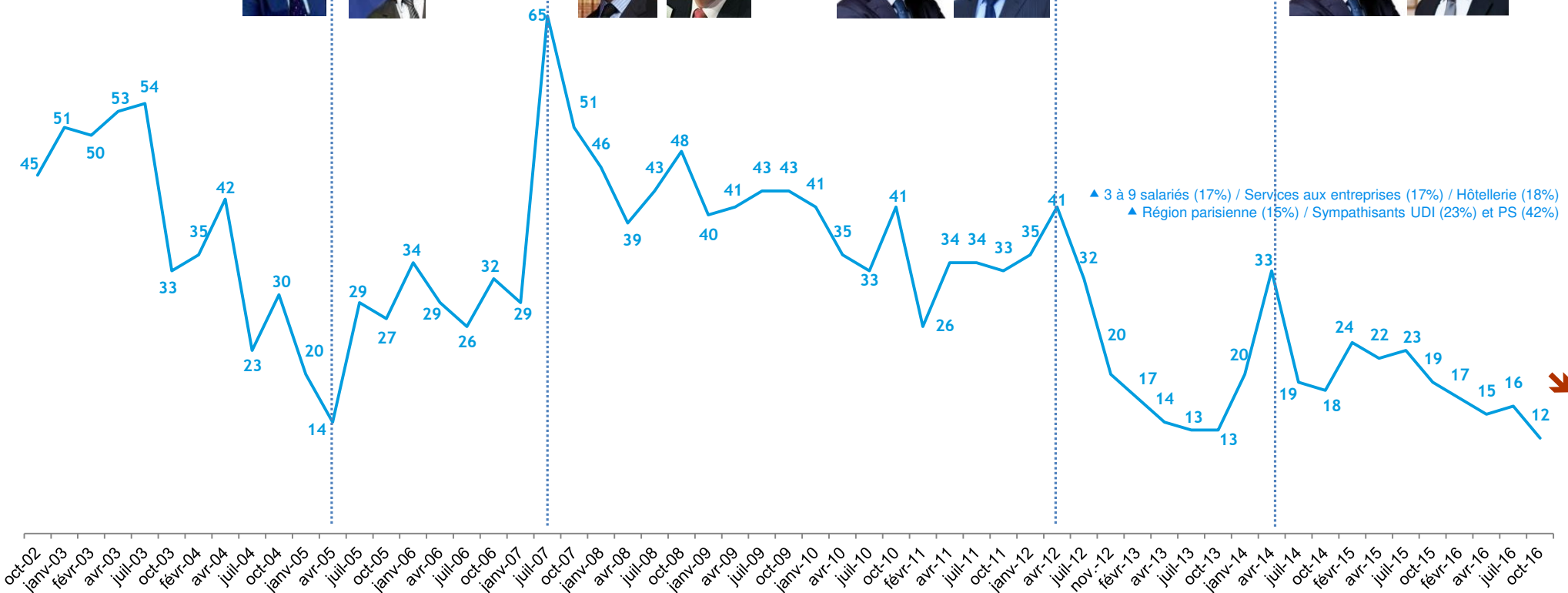
Gouvernements
Fillon



Gouvernement
Ayrault



Gouvernements
Valls



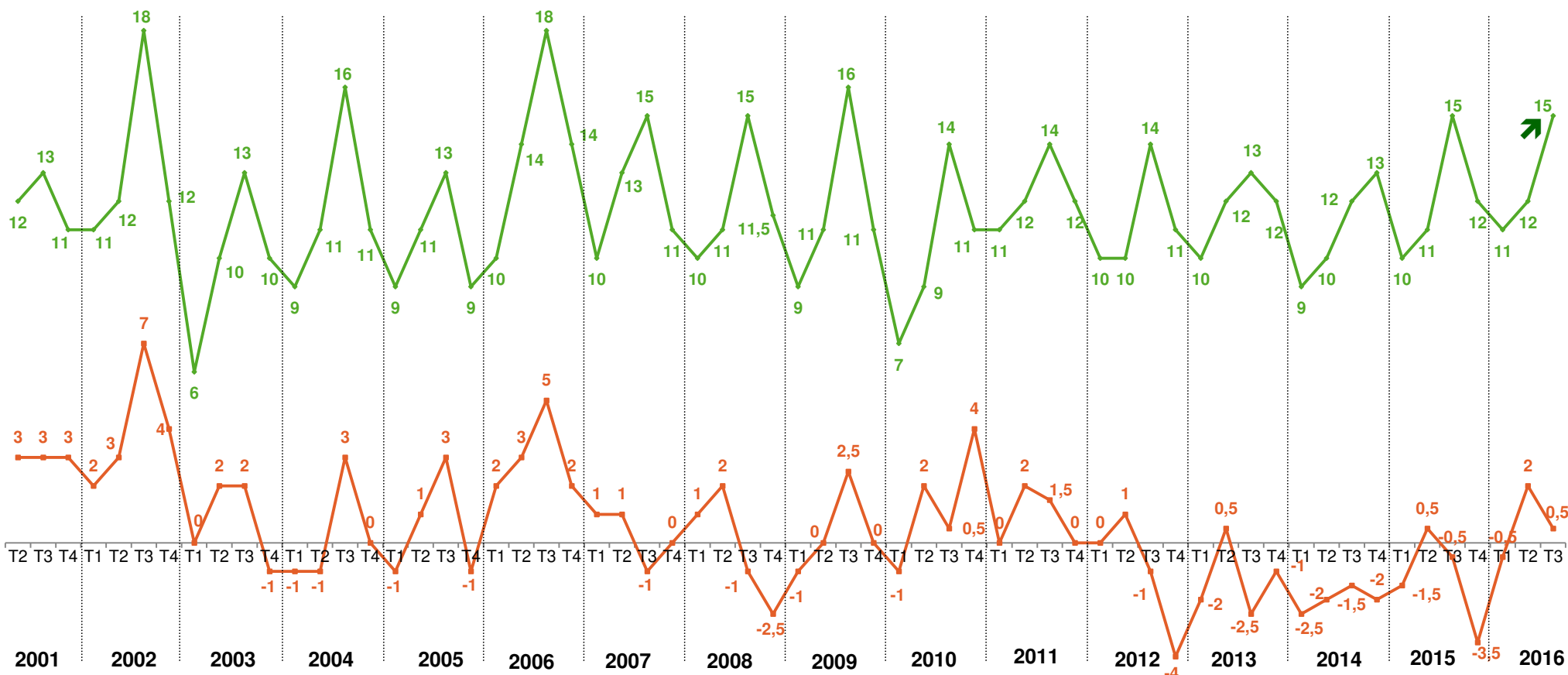
L'emploi dans les TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
(▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

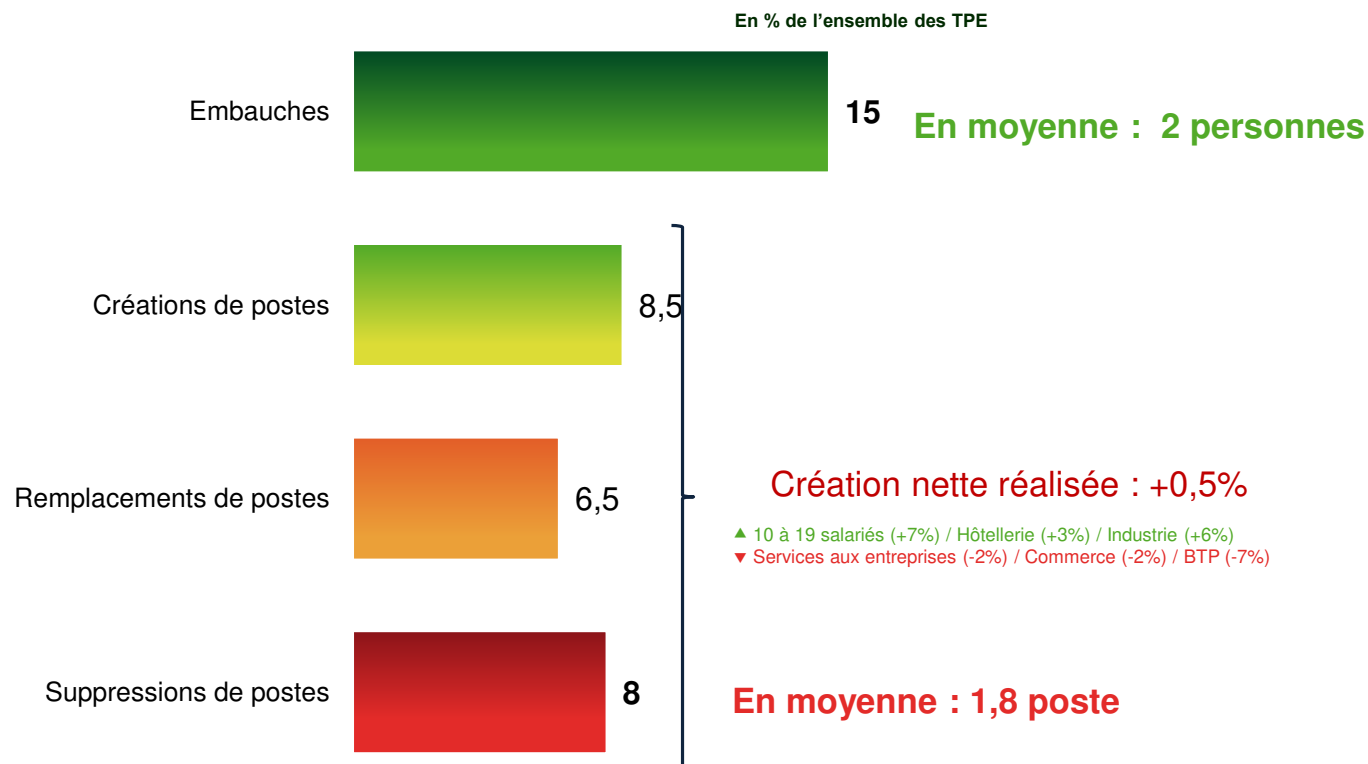
—●— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7
 —●— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 0,5

} Moyennes depuis 2001



La répartition de la création nette d'emplois

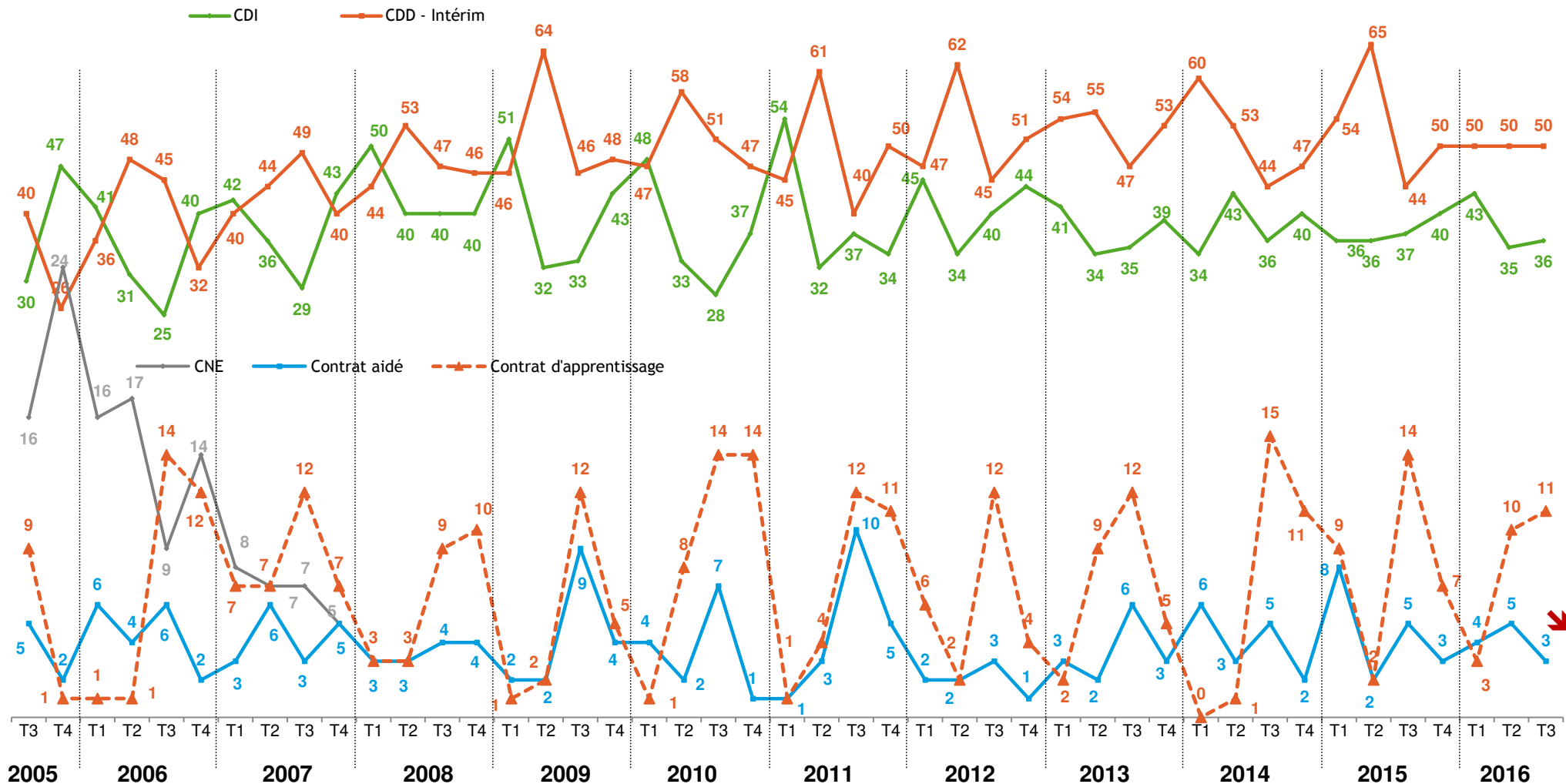
Réalisations de juillet à septembre 2016



Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...

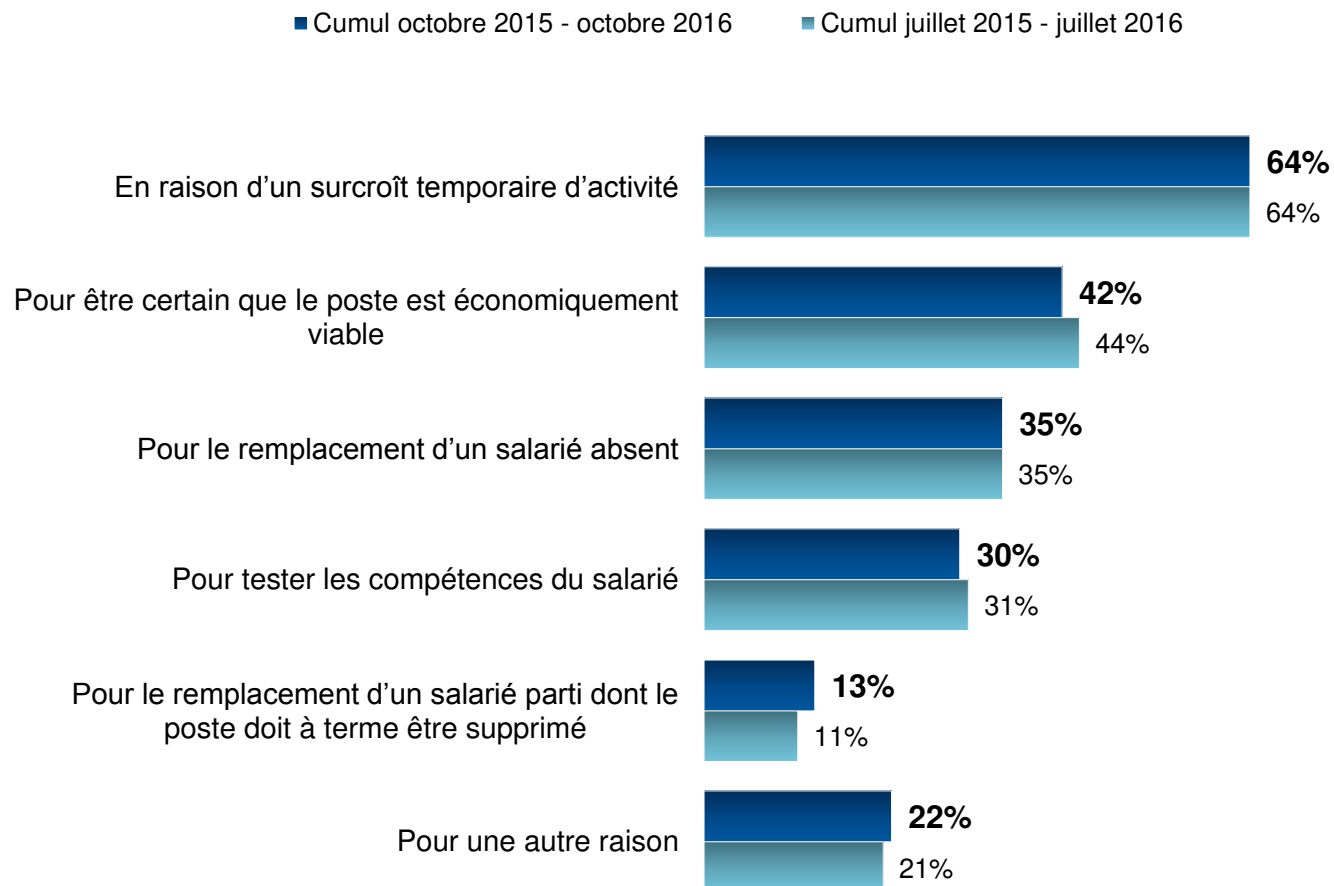
CDD > 1 mois = 34%
CDD < 1 mois = 16%



Les raisons du recours à des CDD de plus d'un mois

Question

Pour quelle(s) raison(s) avez-vous eu recours à un ou plusieurs salariés en CDD de plus d'un mois ?

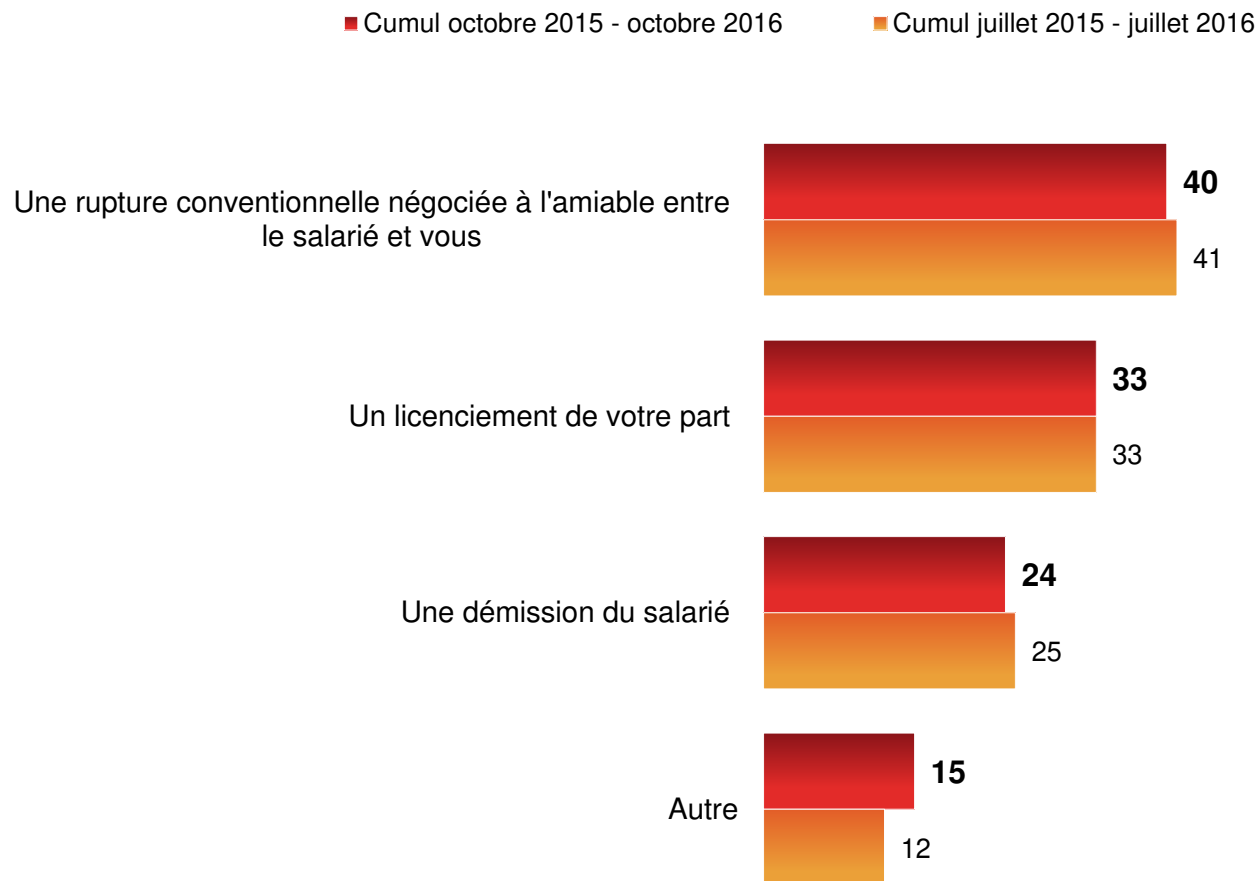


Base : aux dirigeants de TPE ayant eu recours à un ou plusieurs CDD de plus d'un mois au cours des trois derniers mois (calcul en cumul sur une année glissante)

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



La situation économique et financière des TPE

Note de lecture

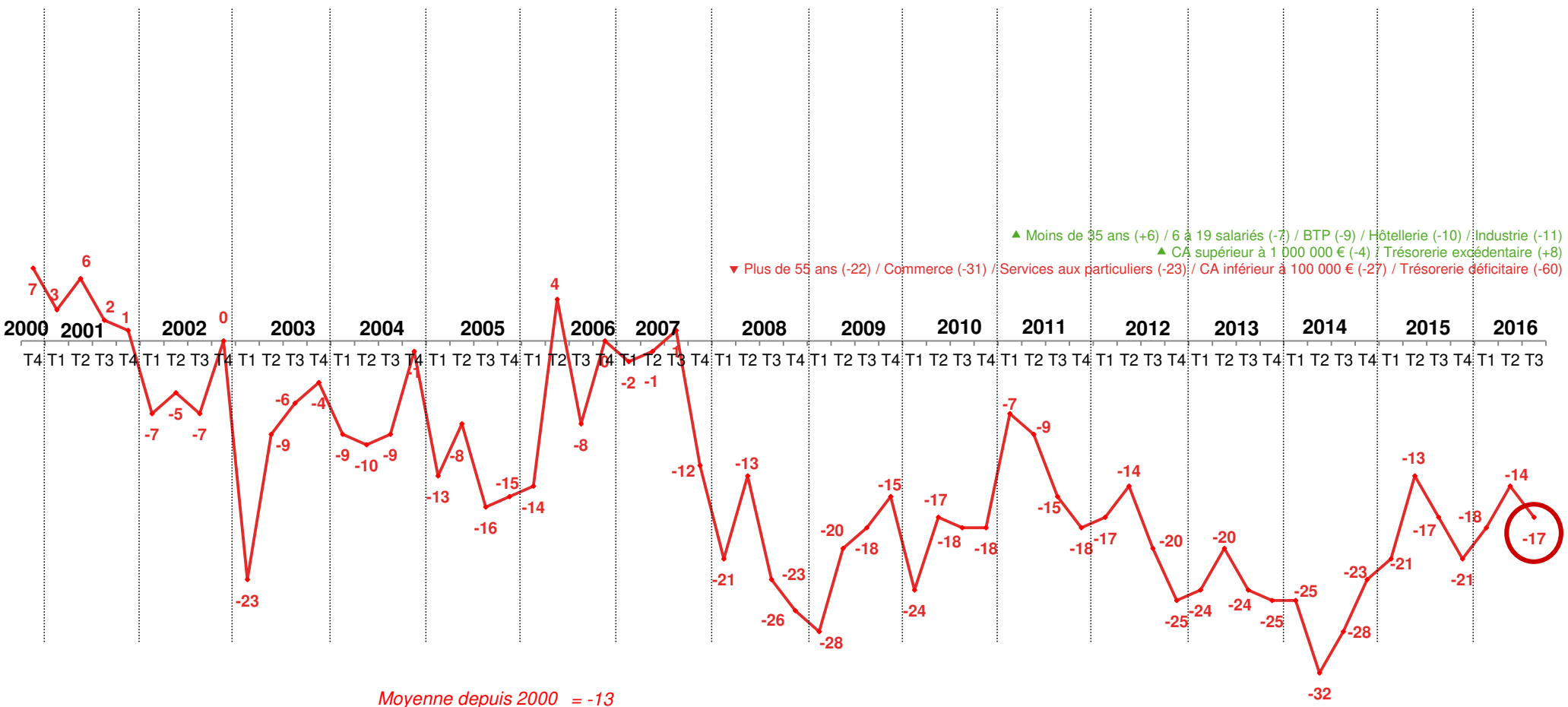
(↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Situation sur les 3 derniers mois



La situation de trésorerie actuelle

Question

Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?

Excédentaire



28%

▲ 50 ans et plus (35%) / 10 à 19 salariés (43%) / Services aux entreprises (38%) / région parisienne (37%)

A l'équilibre



46%

▲ Moins de 35 ans (64%) / BTP (57%)

Négative



26%

▲ Commerce (31%) / CA inférieur à 100 000 € (30%)

Rappel
juillet
2016

30%

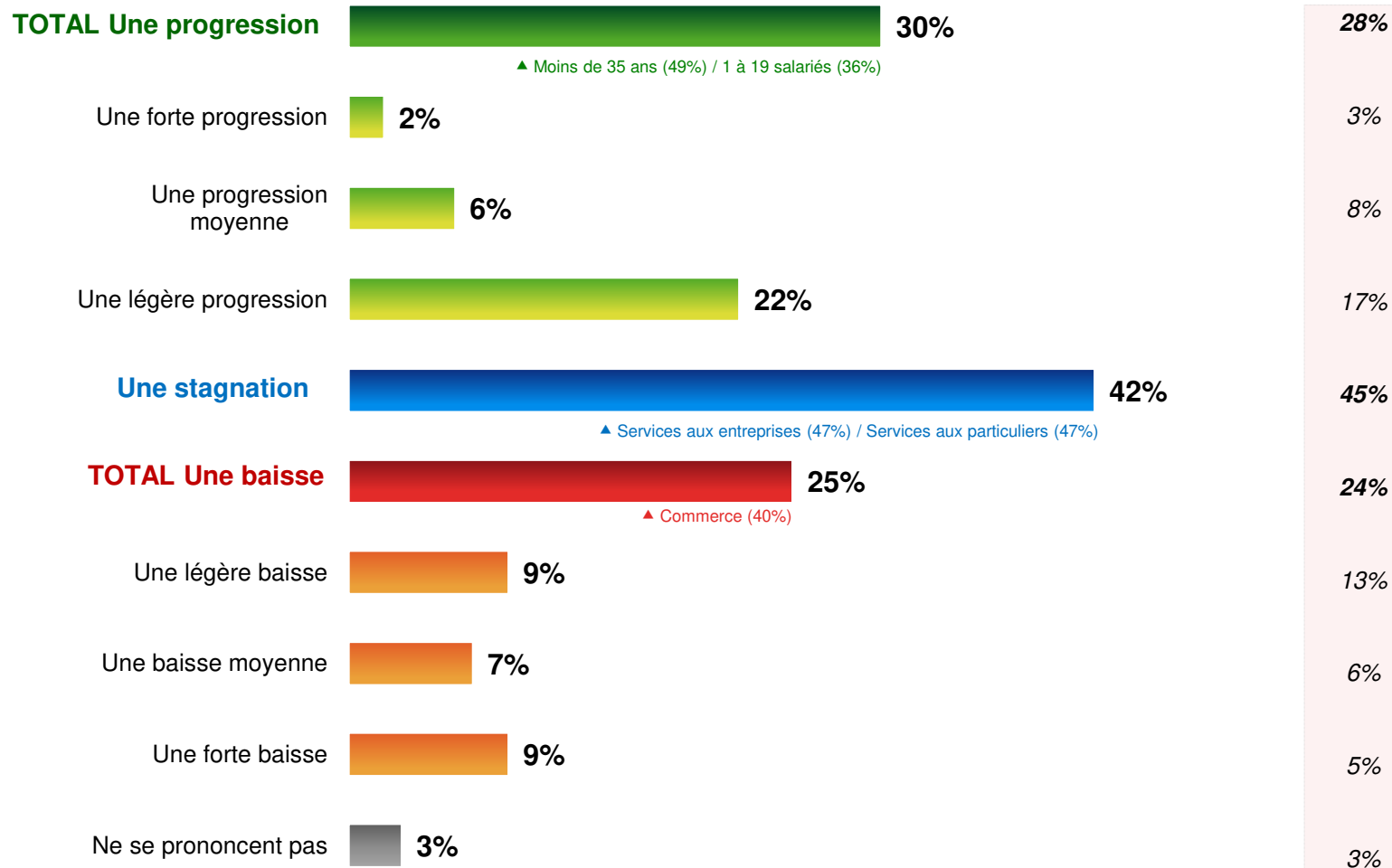
49%

21%

Les ventes prévisionnelles des trois prochains mois

Question

Compte tenu de votre carnet de commande et des intentions d'achat que vous percevez chez vos clients et prospects, diriez-vous qu'au cours des trois prochains mois, vos recettes ou vos ventes vont connaître... ?

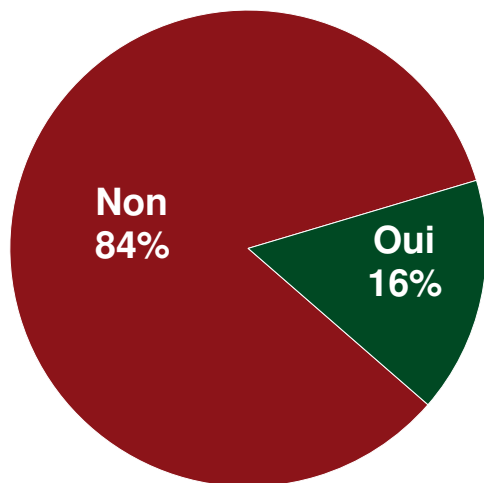


Base : ensemble des dirigeants de TPE

Les demandes de financement des TPE

Question

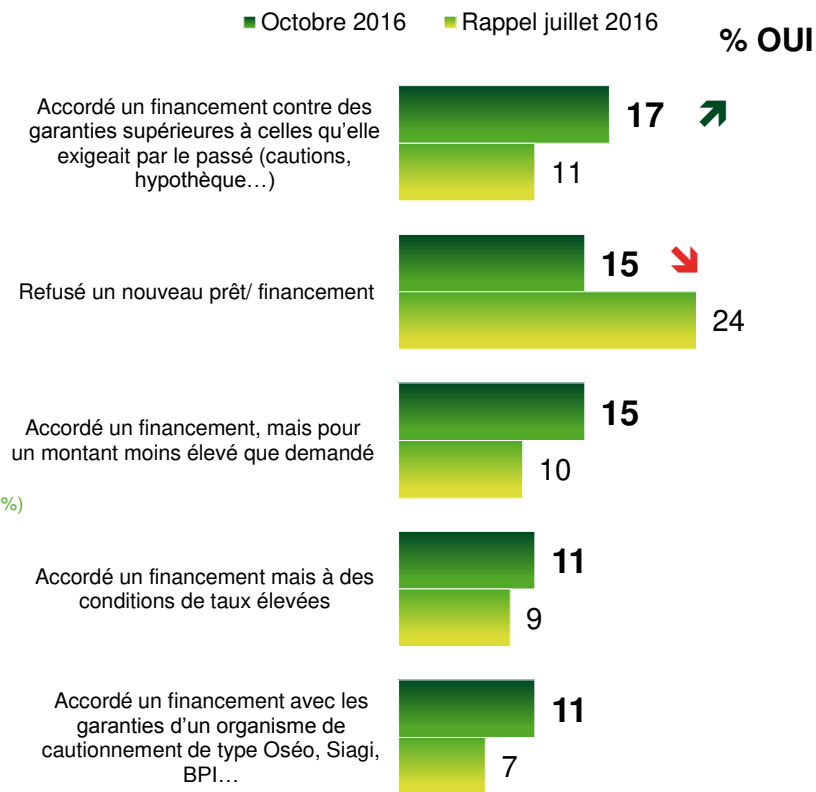
Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?



▲ 6 à 19 salariés (26%)
▲ CA de 500 000 à moins d'1 million € (26%)
▲ Trésorerie déficitaire (24%)

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque)
Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?



Au moins une mesure de durcissement : 49%▲

Rappel juillet 2016 : 46%

▲ Commerce (67%) / Hôtellerie (72%) / région parisienne (61%) / CA de plus d'1 million d'€ (65%)
▼ Services aux entreprises (37%) / Services aux particuliers (37%) / CA inférieur à 100 000 € (19%)

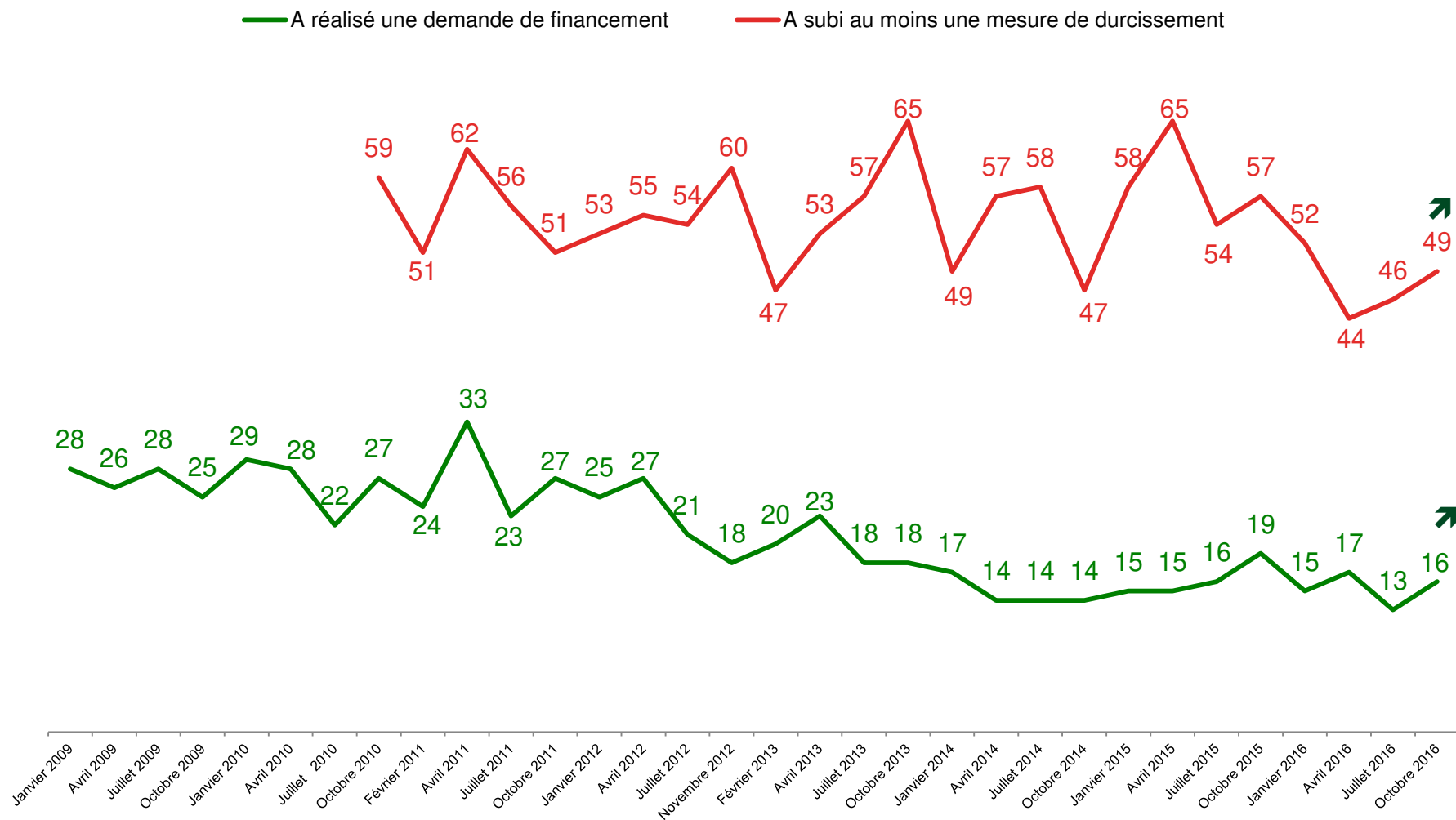
Base : ensemble des dirigeants de TPE

Base : aux dirigeants de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque

Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?
Si oui, avez-vous subi une mesure de durcissement ?

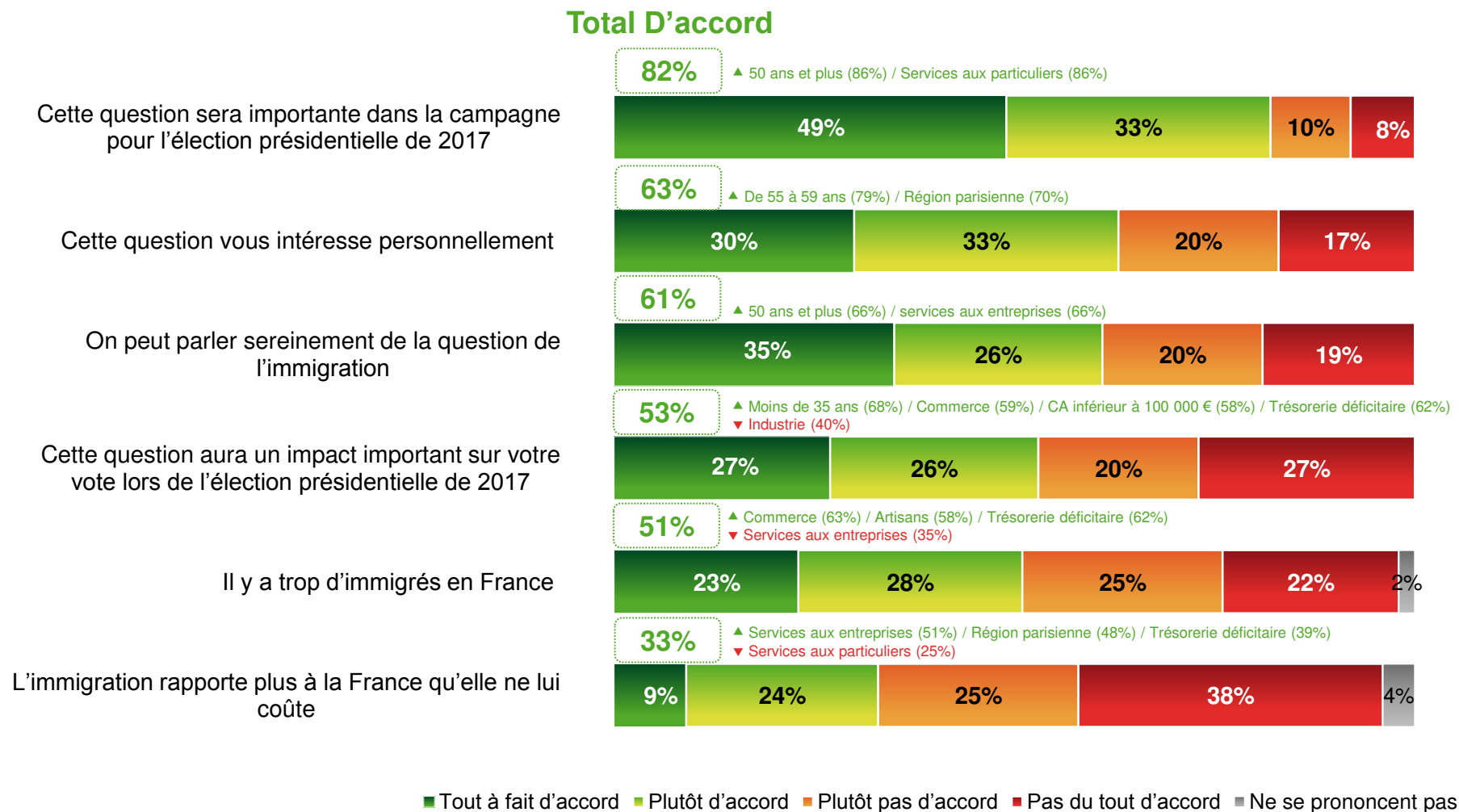


Les TPE et l'immigration

Les perceptions générales des patrons de TPE sur l'immigration

Question

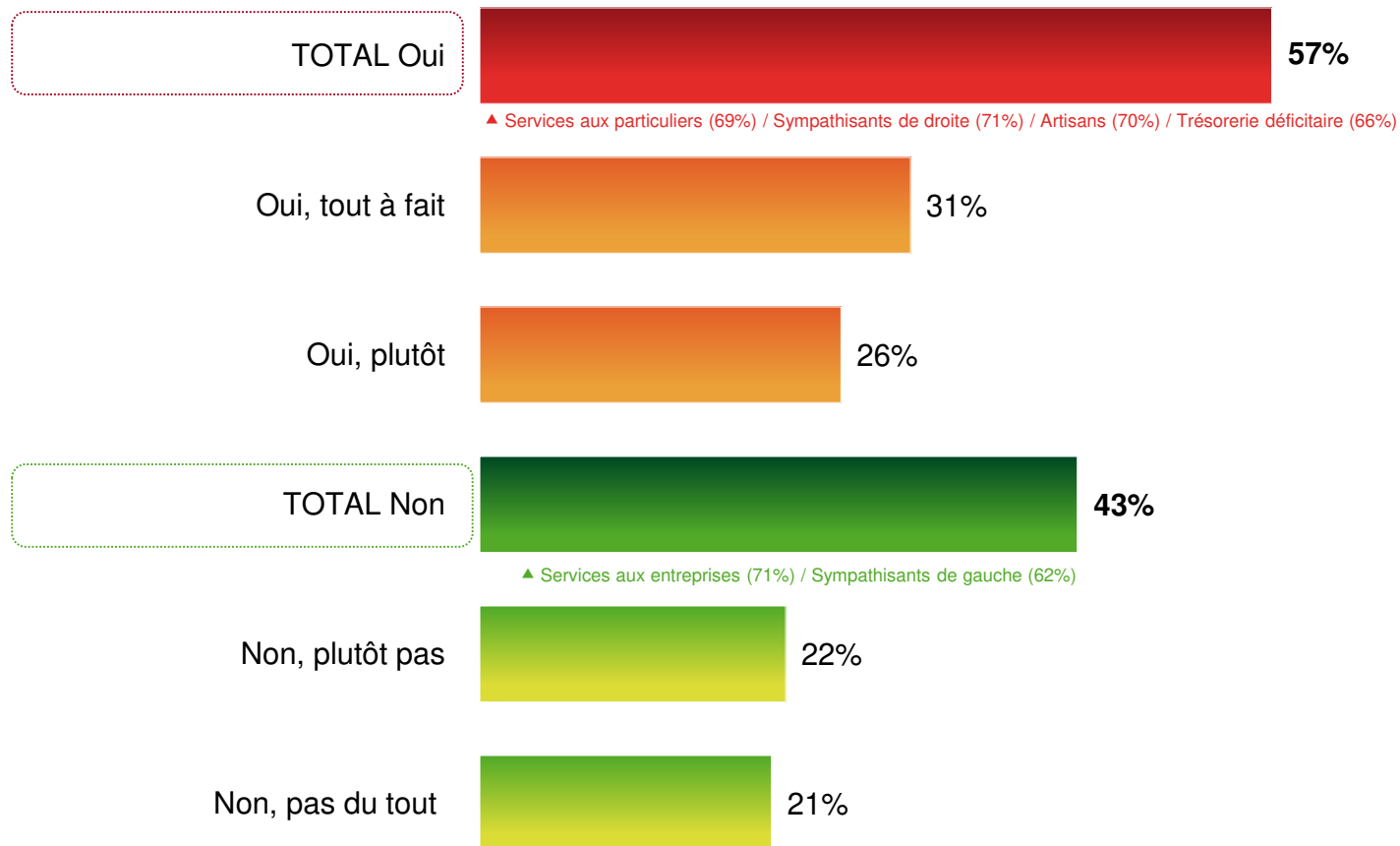
A propos de la question de l'immigration, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes ?



L'inquiétude vis-à-vis de l'immigration

Question

Personnellement, diriez-vous que la question de l'immigration vous inquiète ?

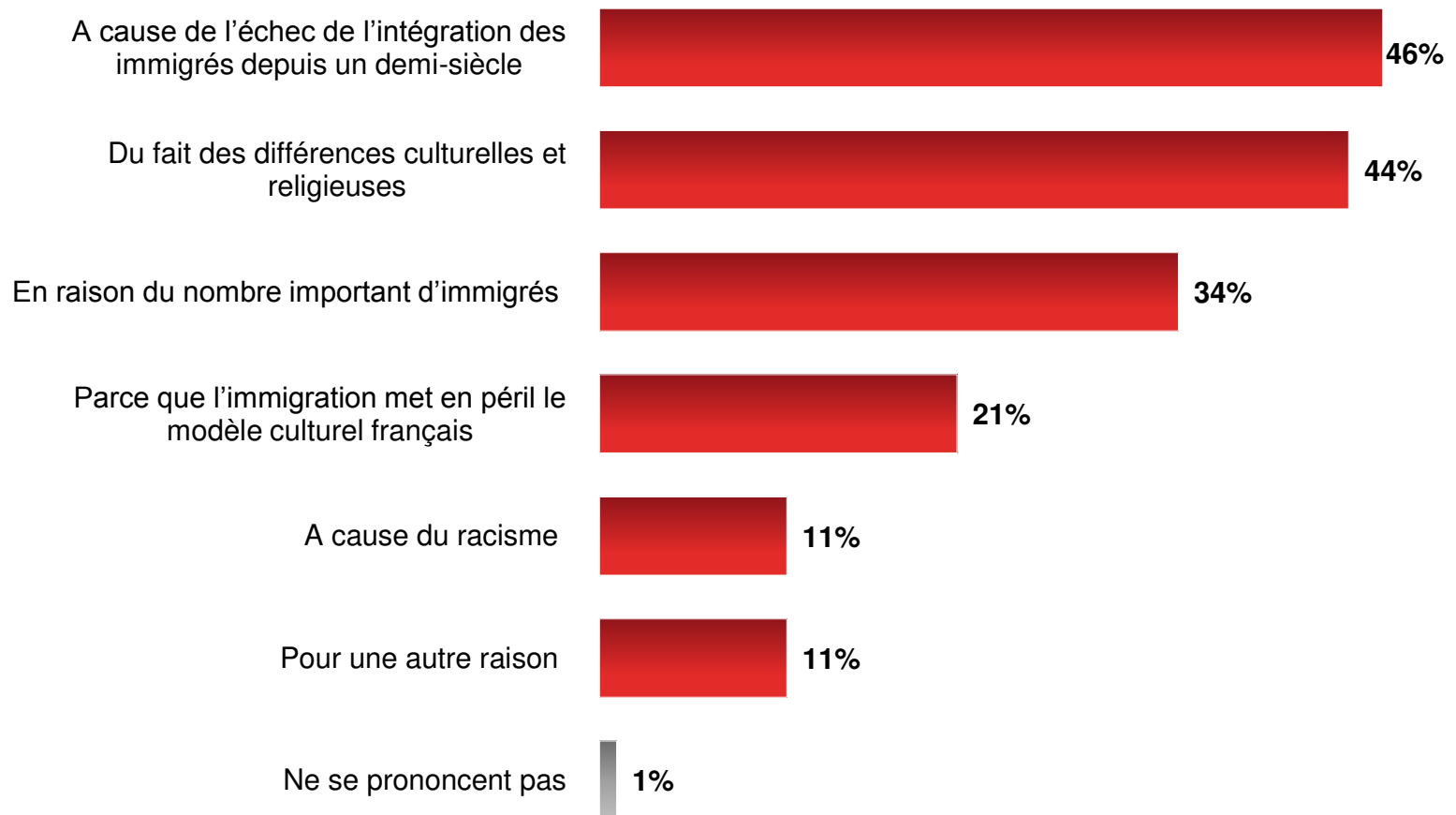


Base : à 50% de l'échantillon

Les déterminants de l'inquiétude vis-à-vis de l'immigration

Question

Pour quelle(s) raison(s) principale(s) êtes-vous inquiet face à la question de l'immigration ?

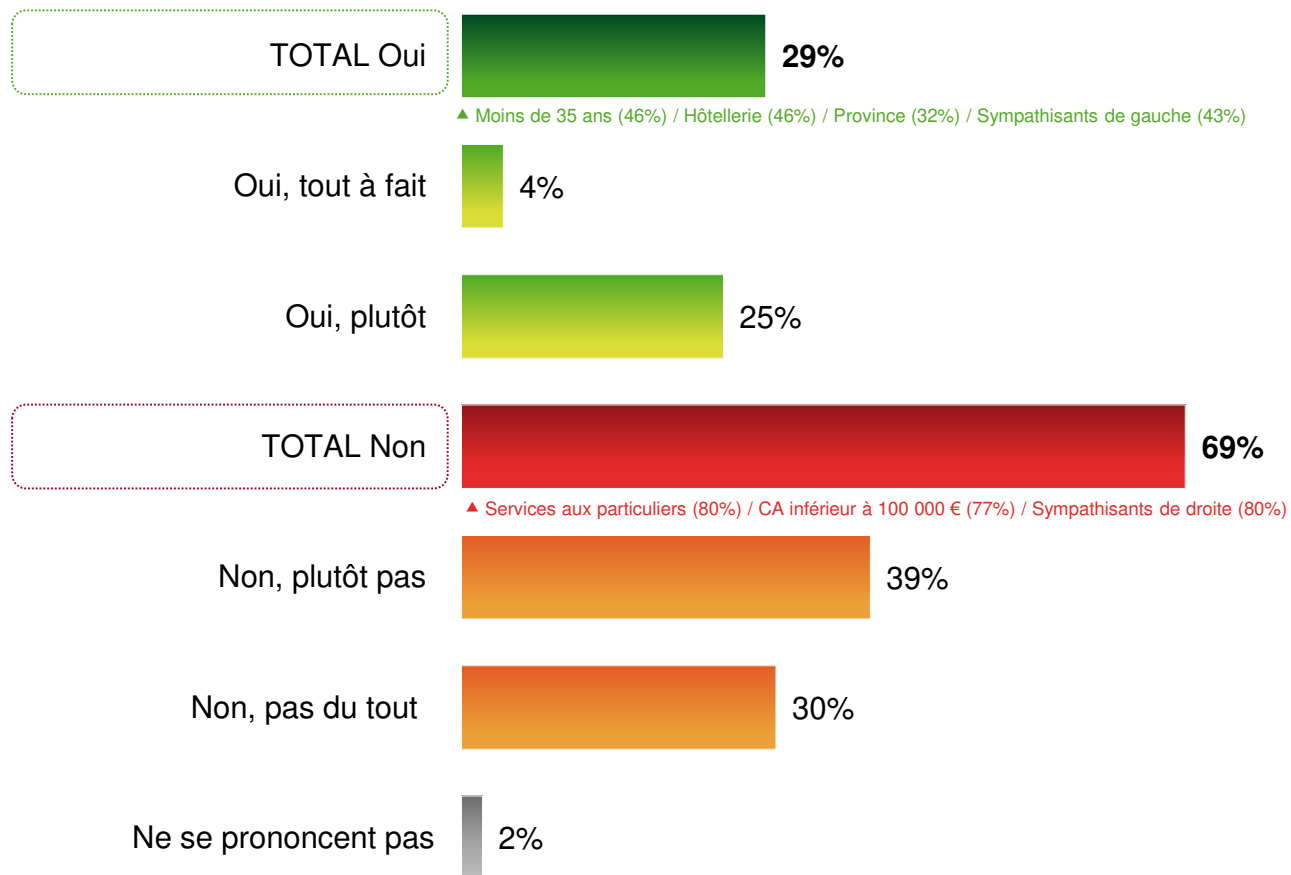


Base : aux dirigeants déclarant que la question de l'immigration les inquiète parmi 50% de l'échantillon

La perception de l'intégration des immigrés depuis un demi-siècle

Question

Estimez-vous que la France a réussi depuis un demi-siècle à intégrer les personnes immigrées et la population issue de l'immigration ?

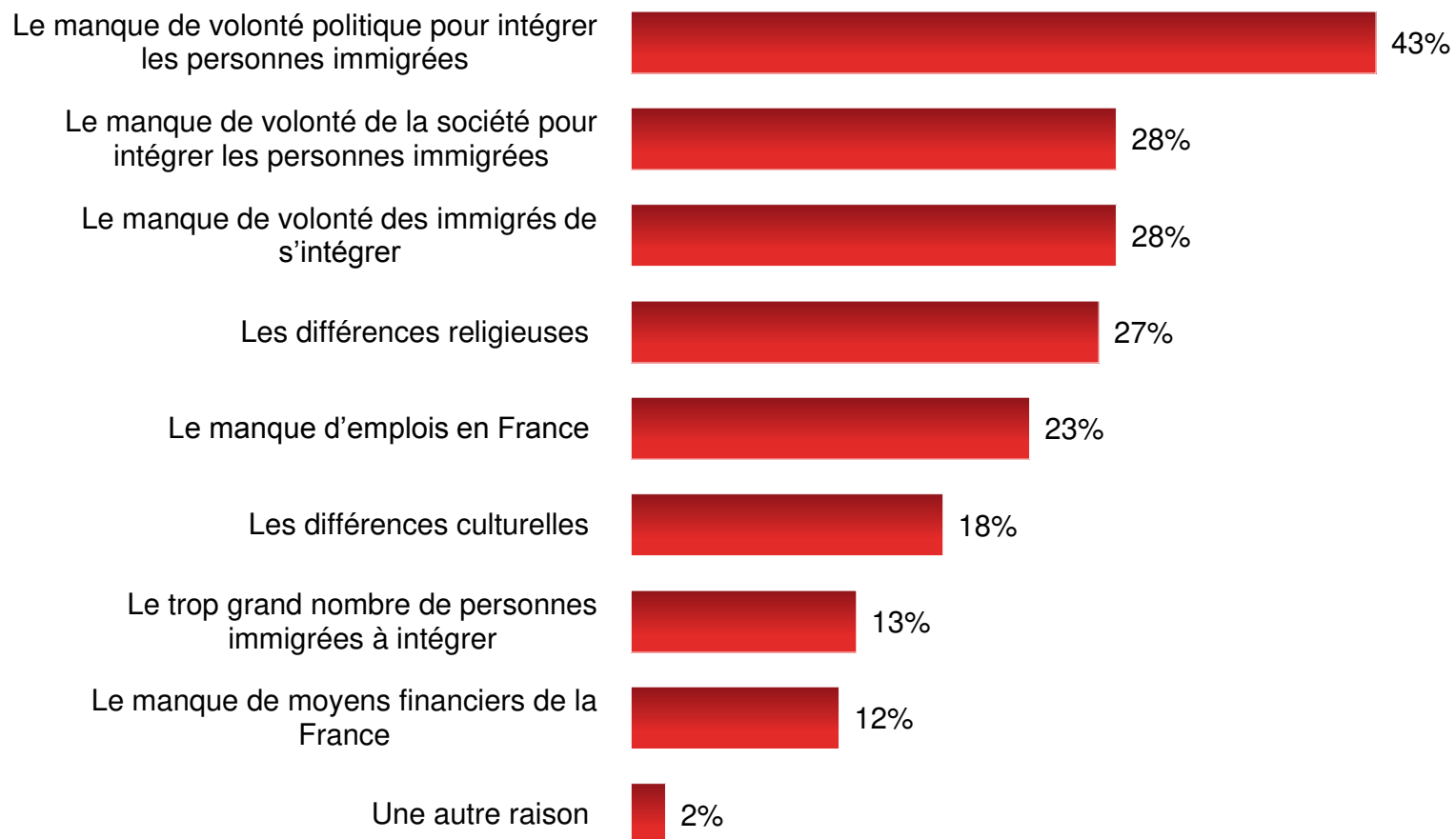


Base : à 50% de l'échantillon

Les raisons de l'échec de l'intégration depuis un demi-siècle

Question

Pour vous, quelles sont les principales raisons expliquant que la France n'ait pas réussi à intégrer les immigrés et la population issue de l'immigration ?



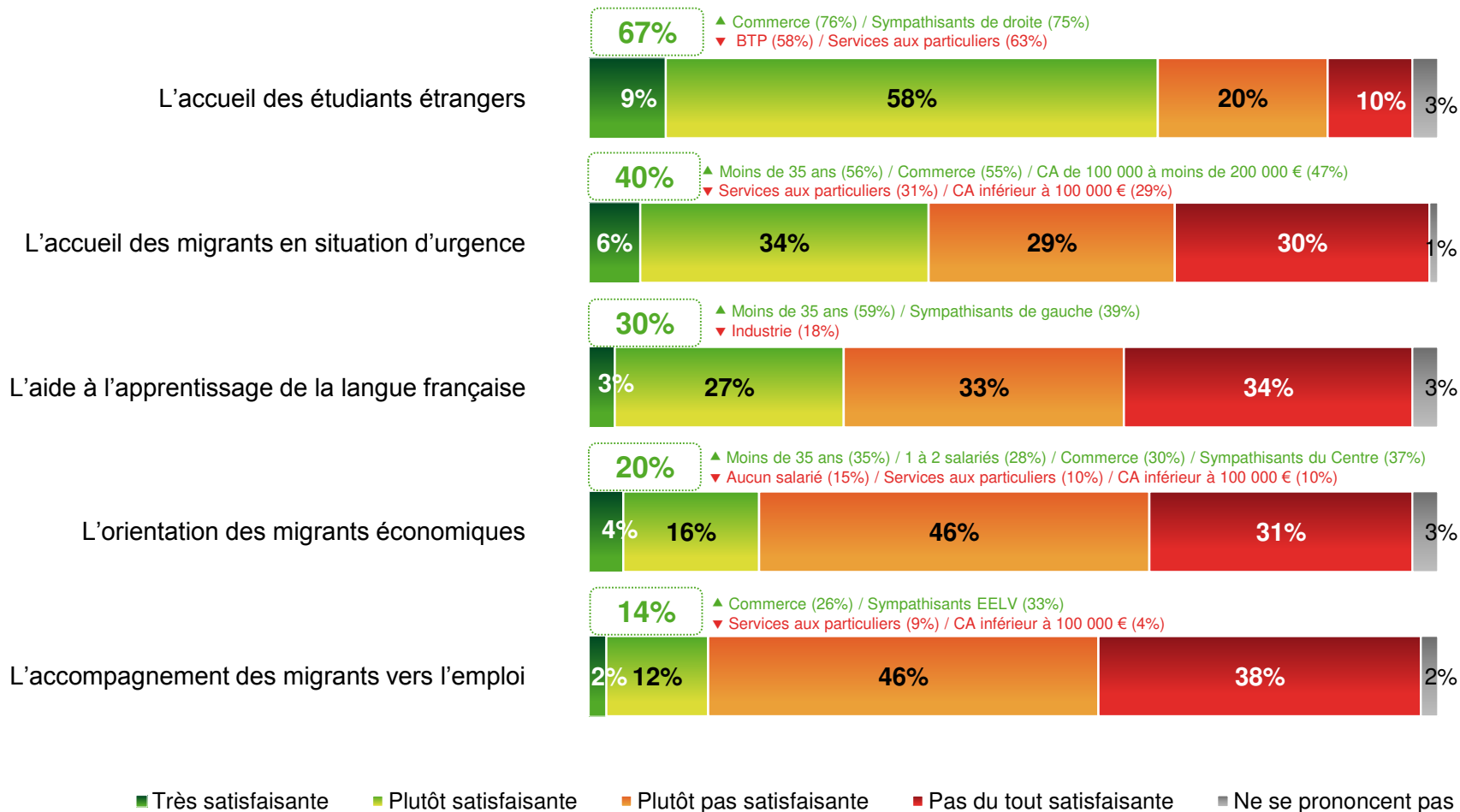
Base : aux dirigeants qui estiment que la France n'a pas réussi à intégrer les immigrés et la population issue de l'immigration parmi 50% de l'échantillon

L'accueil et intégration des migrants en France

Question

Et diriez-vous qu'actuellement, l'action de la France est satisfaisante ou pas satisfaisante en ce qui concerne... ?

Total Satisfaisante



Base : à 50% de l'échantillon

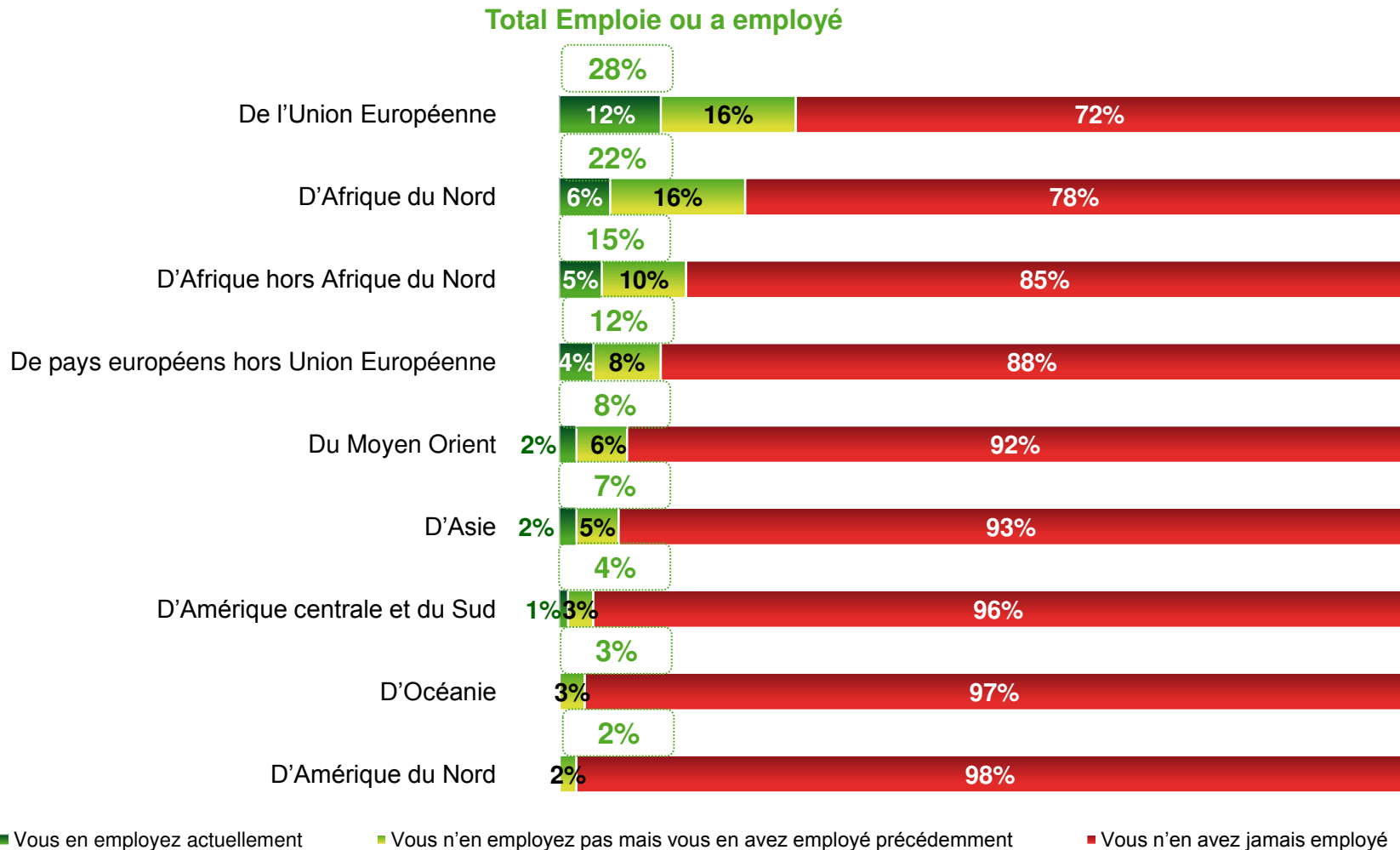
L'origine de travailleurs immigrés

Question

Vous-même, employez-vous ou avez-vous employé des travailleurs immigrés ou d'origine étrangère, c'est-à-dire n'ayant pas la nationalité française, venant... ?

Total Emploie ou a employé des travailleurs d'origine étrangère : 46%

▲ Hôtellerie (69%) / Région parisienne (66%)



Base : aux dirigeants employant au moins un salarié

Le traitement des CV des immigrés par les TPE

Question

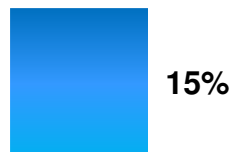
Lorsque vous recevez le CV d'une personne dont le nom de famille est à consonance étrangère, diriez-vous que... ?

Vous le traitez de la même manière que les autres CV



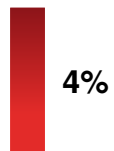
80%

Vous le conservez mais privilégiez les candidats ayant la nationalité française



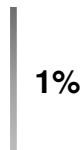
15%

Vous l'écartez



4%

Ne se prononcent pas

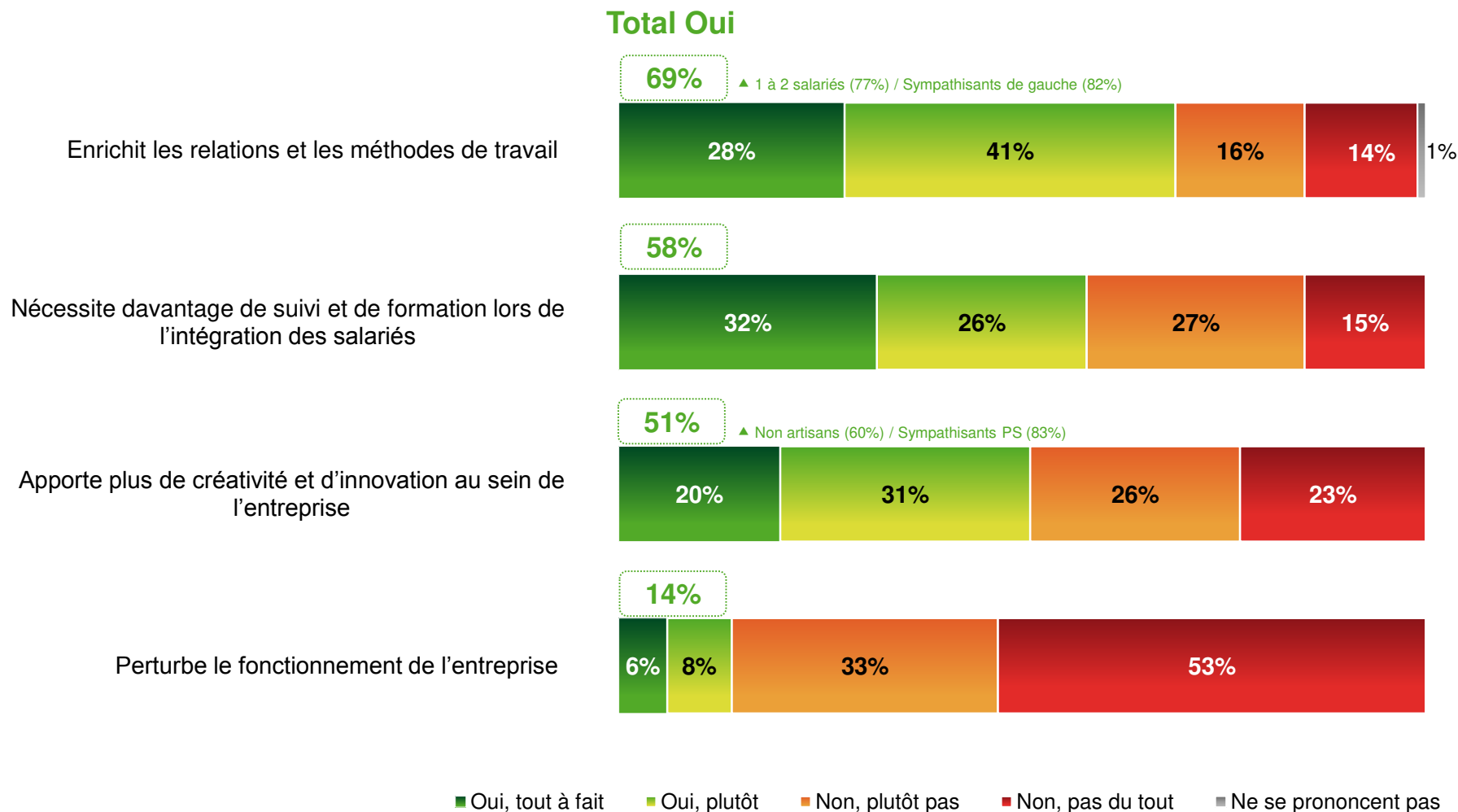


1%

Les perceptions par les employeurs de leurs salariés immigrés

Question

Diriez-vous que l'emploi de travailleurs immigrés ou d'origine étrangère ... ?

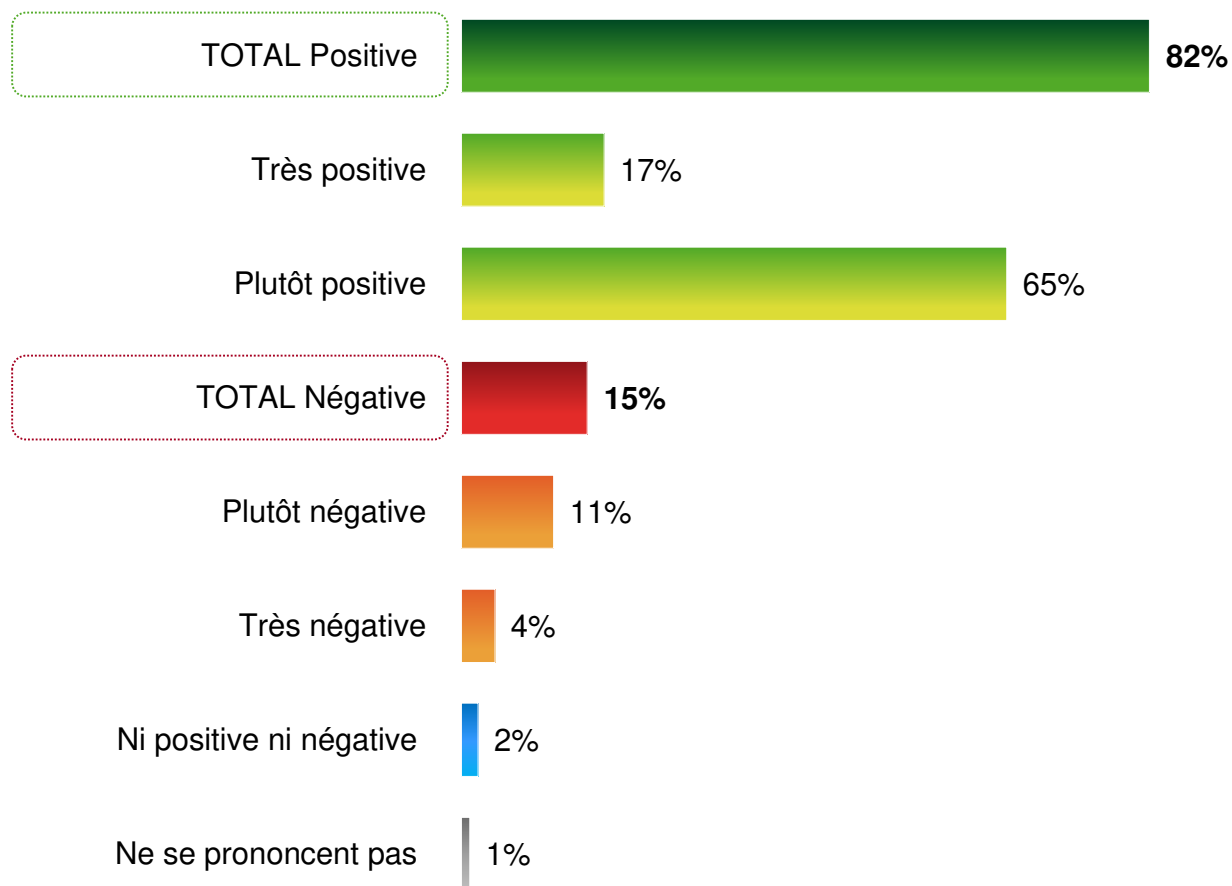


Base : aux dirigeants employant au moins un salarié et qui emploient ou ont employé des travailleurs immigrés ou d'origine étrangère

Les perceptions par les employeurs de leurs salariés immigrés - suite

Question

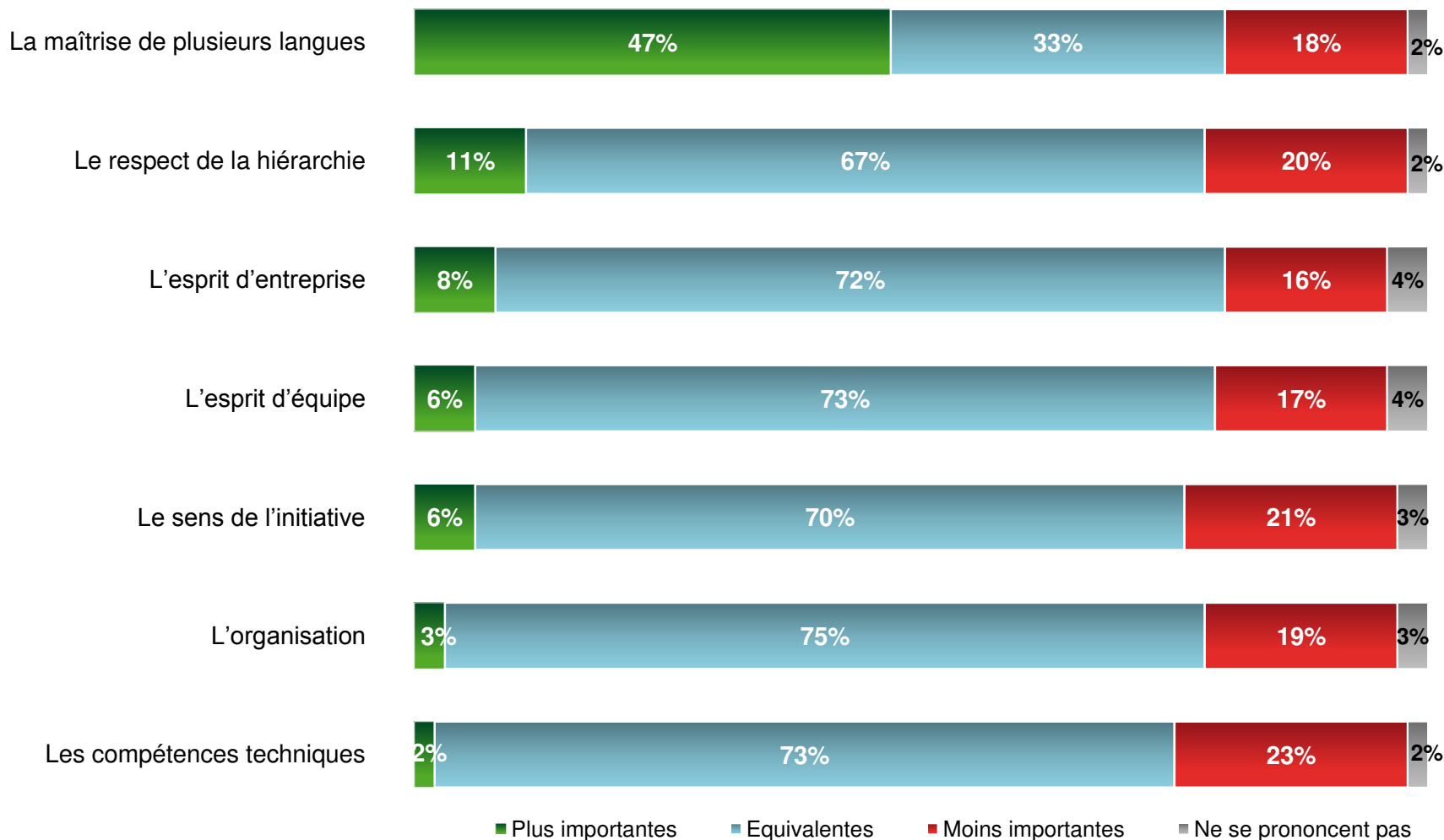
Globalement, diriez-vous que l'emploi de travailleurs immigrés ou d'origine étrangère est ou a été une expérience positive ou négative pour votre entreprise ?



Les qualités comparées des travailleurs d'origine étrangère et française

Question

Diriez-vous qu'en général, les travailleurs immigrés ou d'origine étrangère font preuve de qualités plus importantes, équivalentes ou moins importantes en ce qui concerne... ?



Base : à 50% de l'échantillon

L'accueil des migrants fuyant les conflits

Question

En ce qui concerne les migrants fuyant les conflits au Proche-Orient, au Moyen-Orient et en Afrique, diriez-vous que... ?

Il est nécessaire de mettre en place rapidement des moyens pour permettre leur intégration économique (accès à l'emploi)

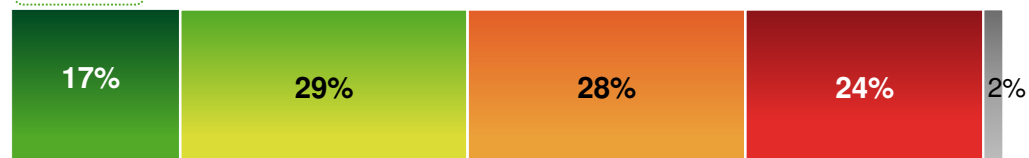
Total Oui

78%



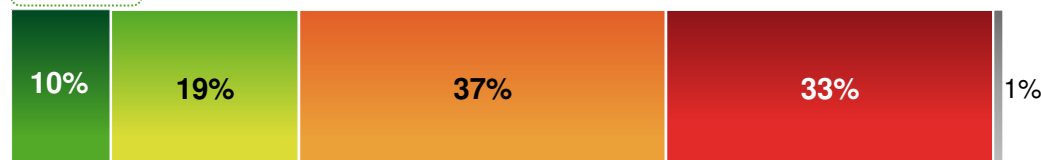
Le nombre de migrants accueillis en France est équitable par rapport aux autres pays de l'Union européenne

46%



Les moyens matériels mis en place pour les accueillir sont bien adaptés (hébergement, nourriture)

29%



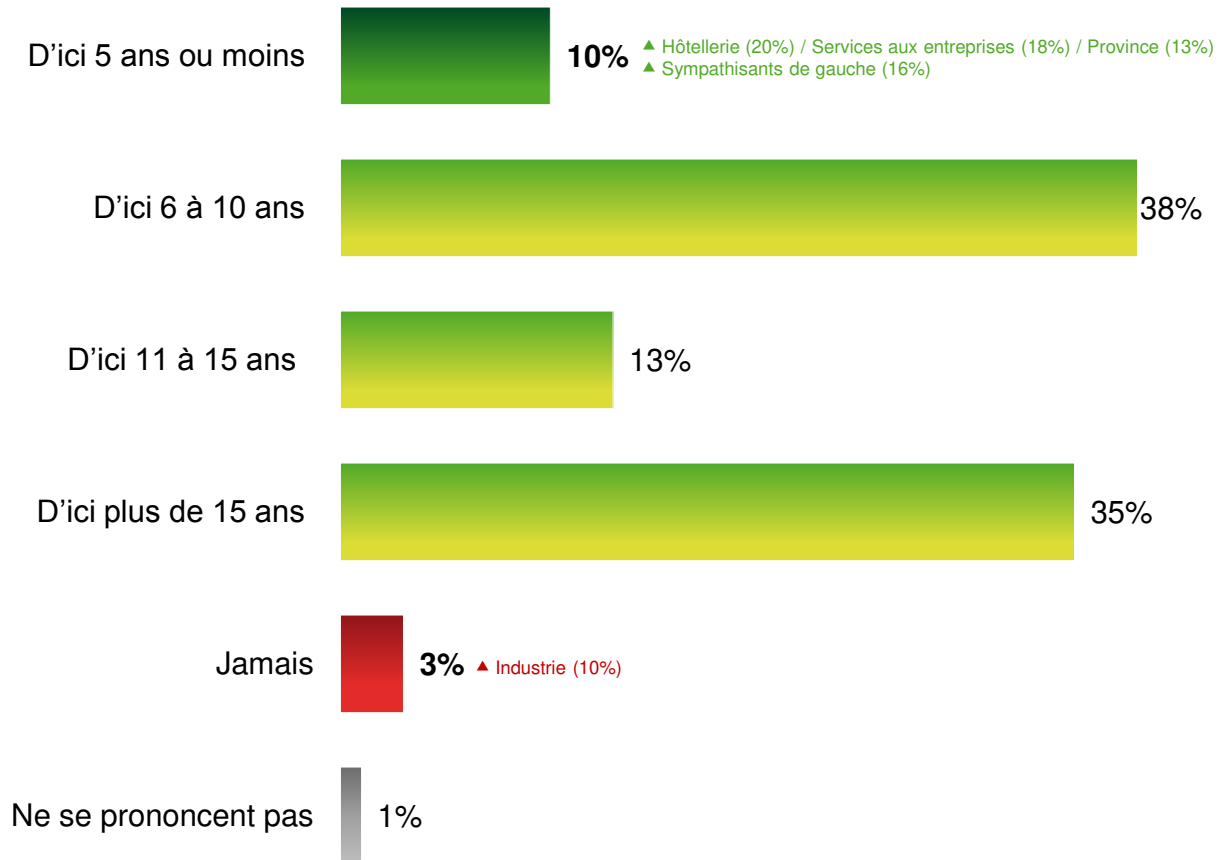
■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Ne se prononcent pas

Base : à 50% de l'échantillon

L'intégration des migrants fuyant les conflits

Question

Selon vous, la vague actuelle de migrants fuyant les conflits au Proche-Orient et au Moyen-Orient parviendra-t-elle à s'intégrer en France... ?

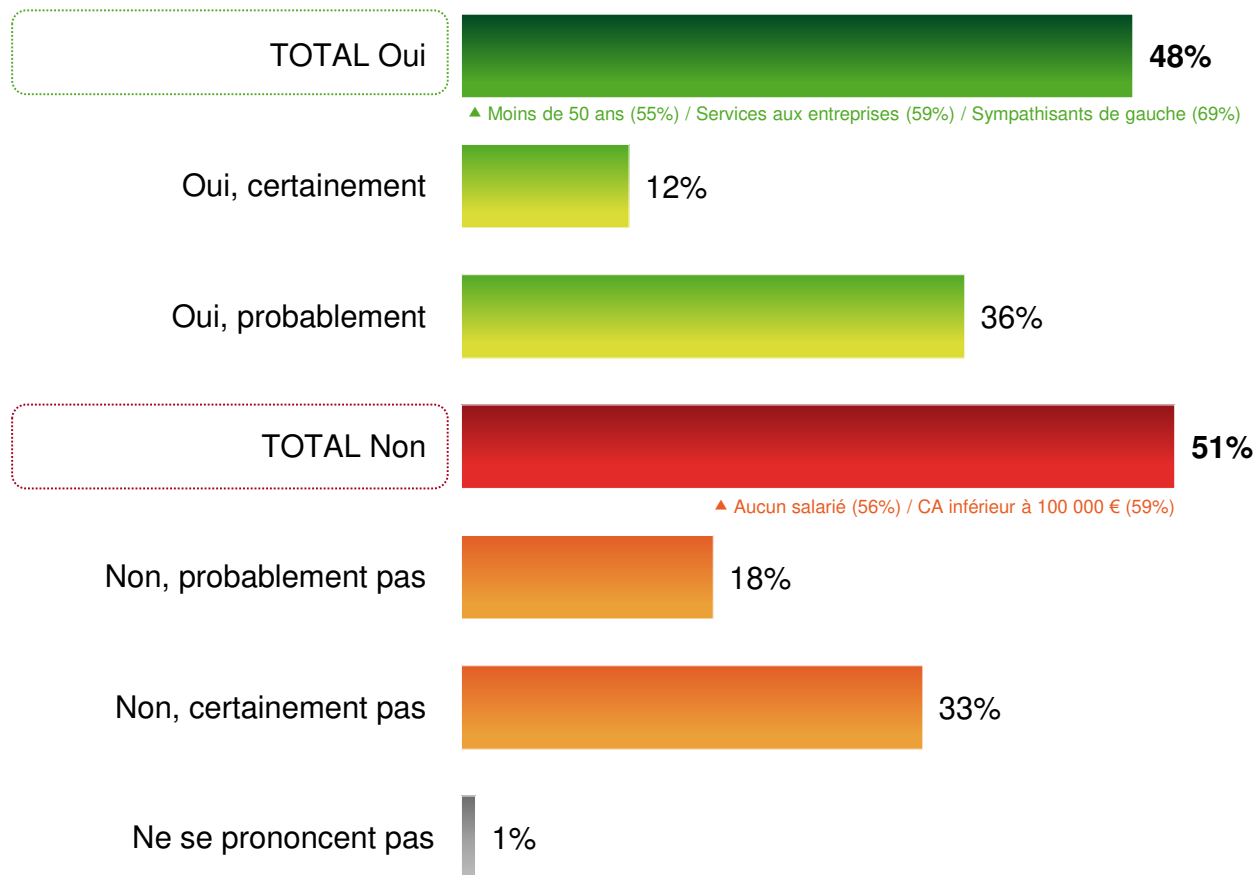


Base : à 50% de l'échantillon

L'embauche des migrants par les TPE

Question

Seriez-vous prêt à embaucher un ou plusieurs migrants venant du Proche ou du Moyen-Orient si des mesures d'accompagnement spécifiques étaient mises en place pour permettre leur adaptation (cours de langue, subvention de formations techniques ou validation d'équivalences de diplômes...) ?

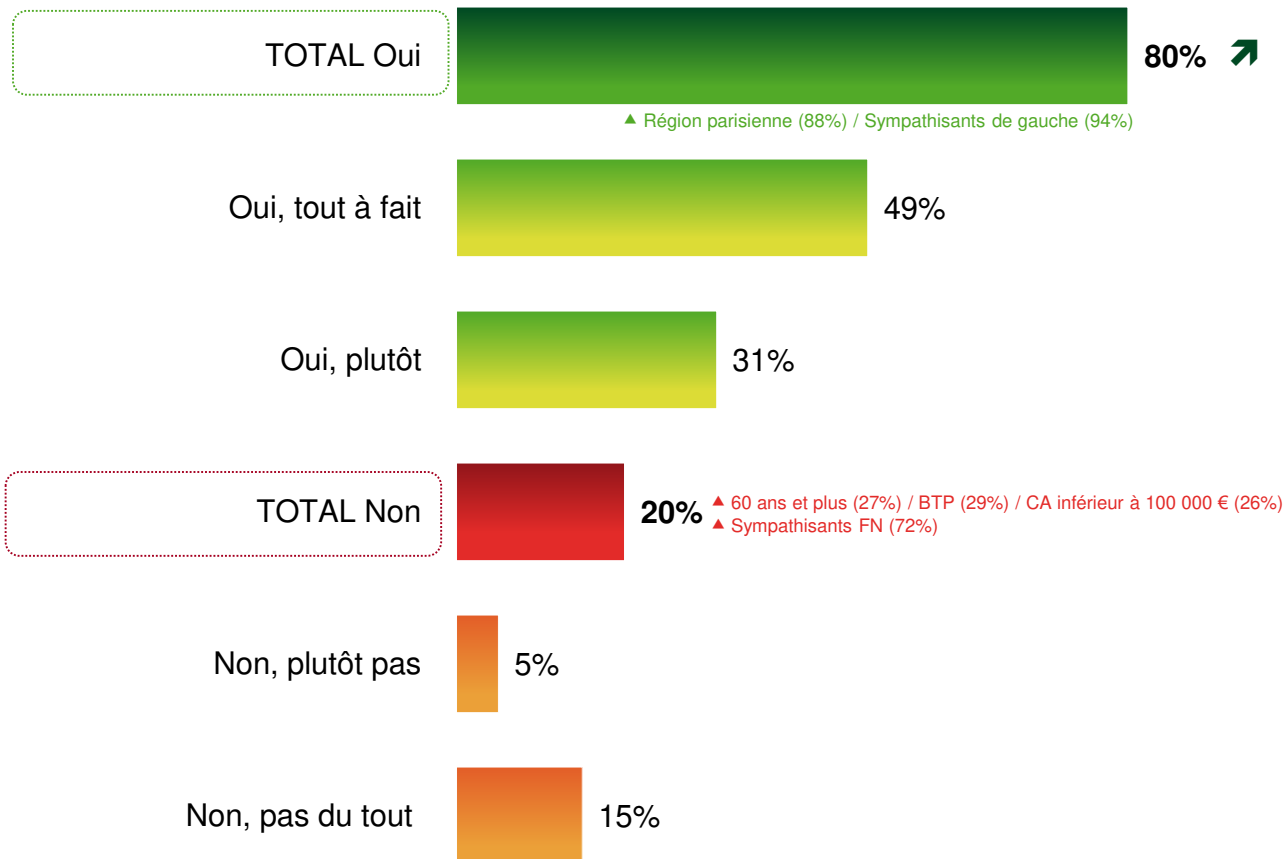


Base : à 50% de l'échantillon

Une politique européenne d'immigration unique

Question

Souhaiteriez-vous une politique européenne d'immigration commune pour tous les pays ?



Rappel
juillet 2008

75%

49%

26%

25%

11%

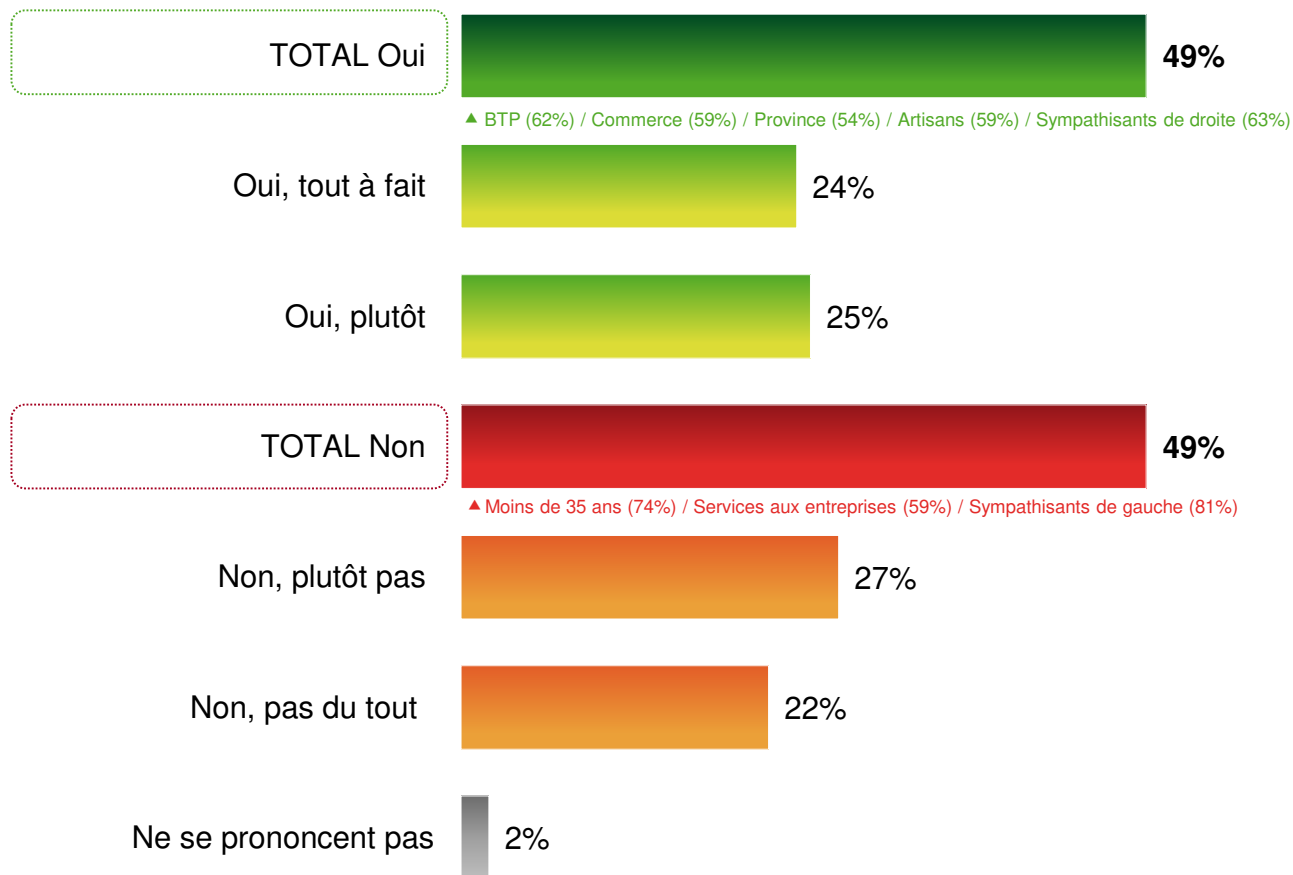
14%

Base : à 50% de l'échantillon

La fermeture de l'espace Schengen aux migrants

Question

Etes-vous favorable à ce que l'espace Schengen ferme ses frontières aux migrants ?



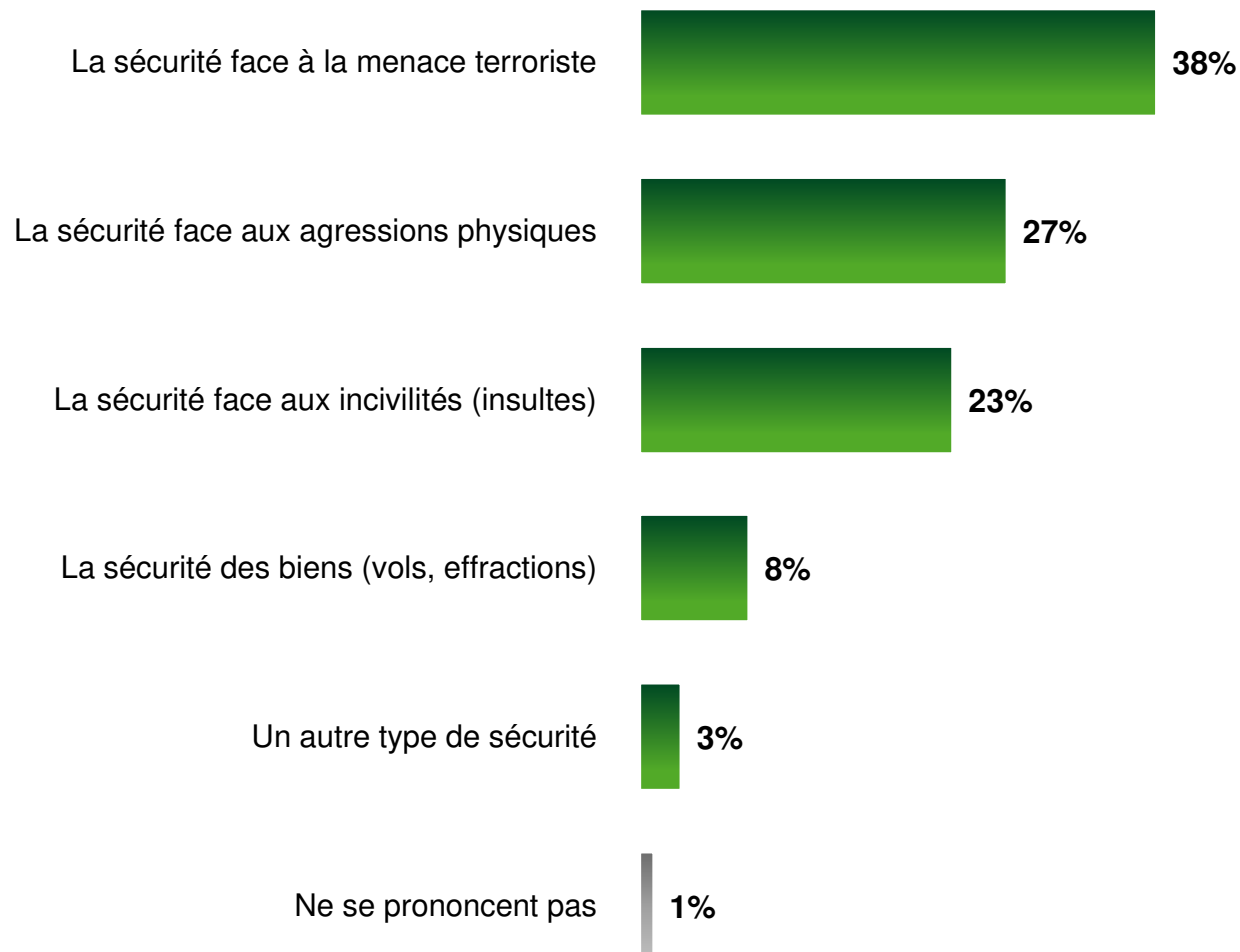
Base : à 50% de l'échantillon

Les TPE et la sécurité

Les évocations associées au terme de sécurité

Question

Lorsque l'on parle de sécurité, pour vous, ce thème évoque d'abord... ?

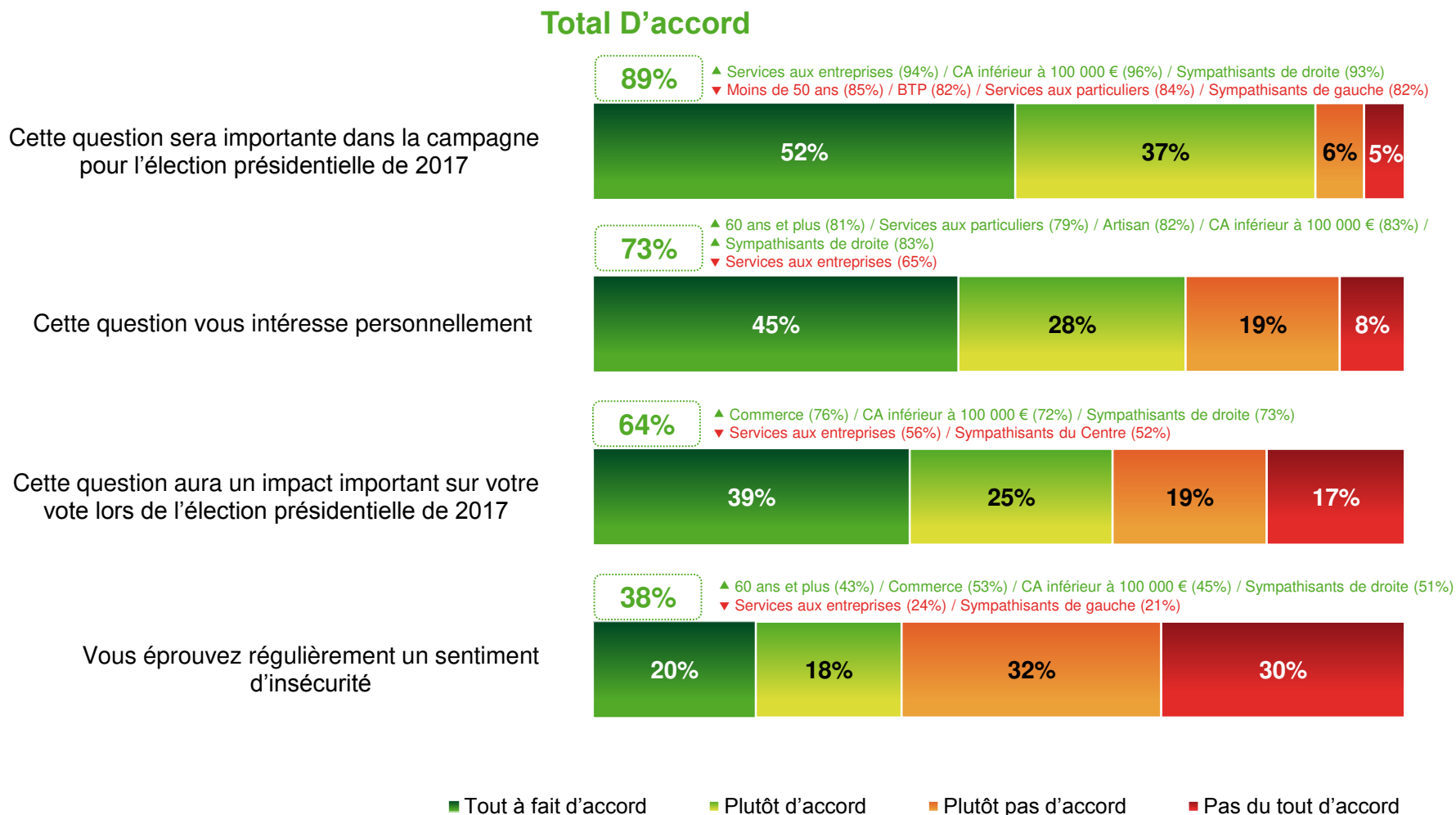


Base : à 50% de l'échantillon

Les perceptions générales des patrons de TPE sur la sécurité

Question

A propos de la question de la sécurité, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

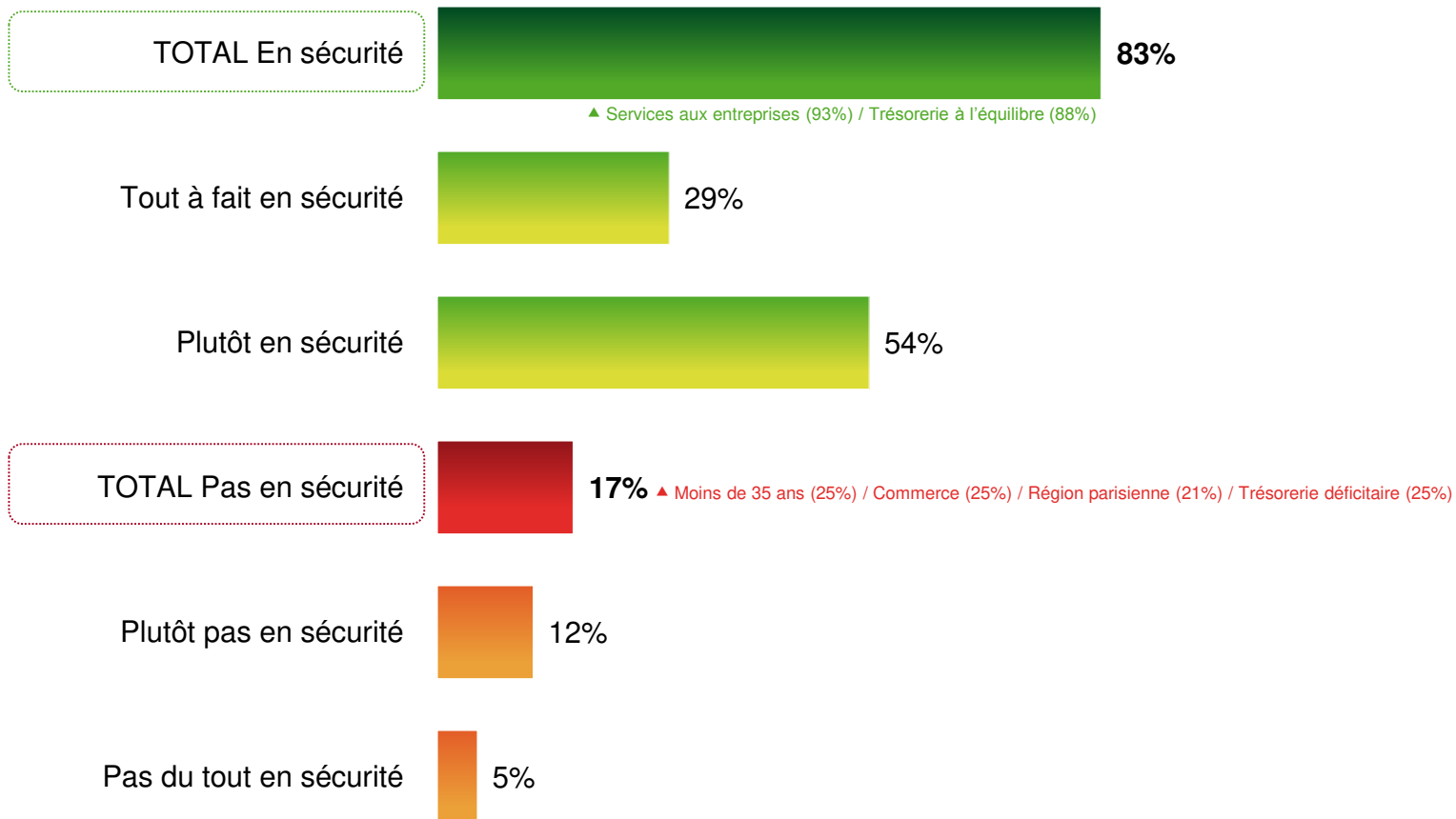


Base : à 50% de l'échantillon

Le sentiment de sécurité au quotidien

Question

Vous personnellement dans votre vie quotidienne, vous sentez-vous plutôt en sécurité ou plutôt pas en sécurité ?

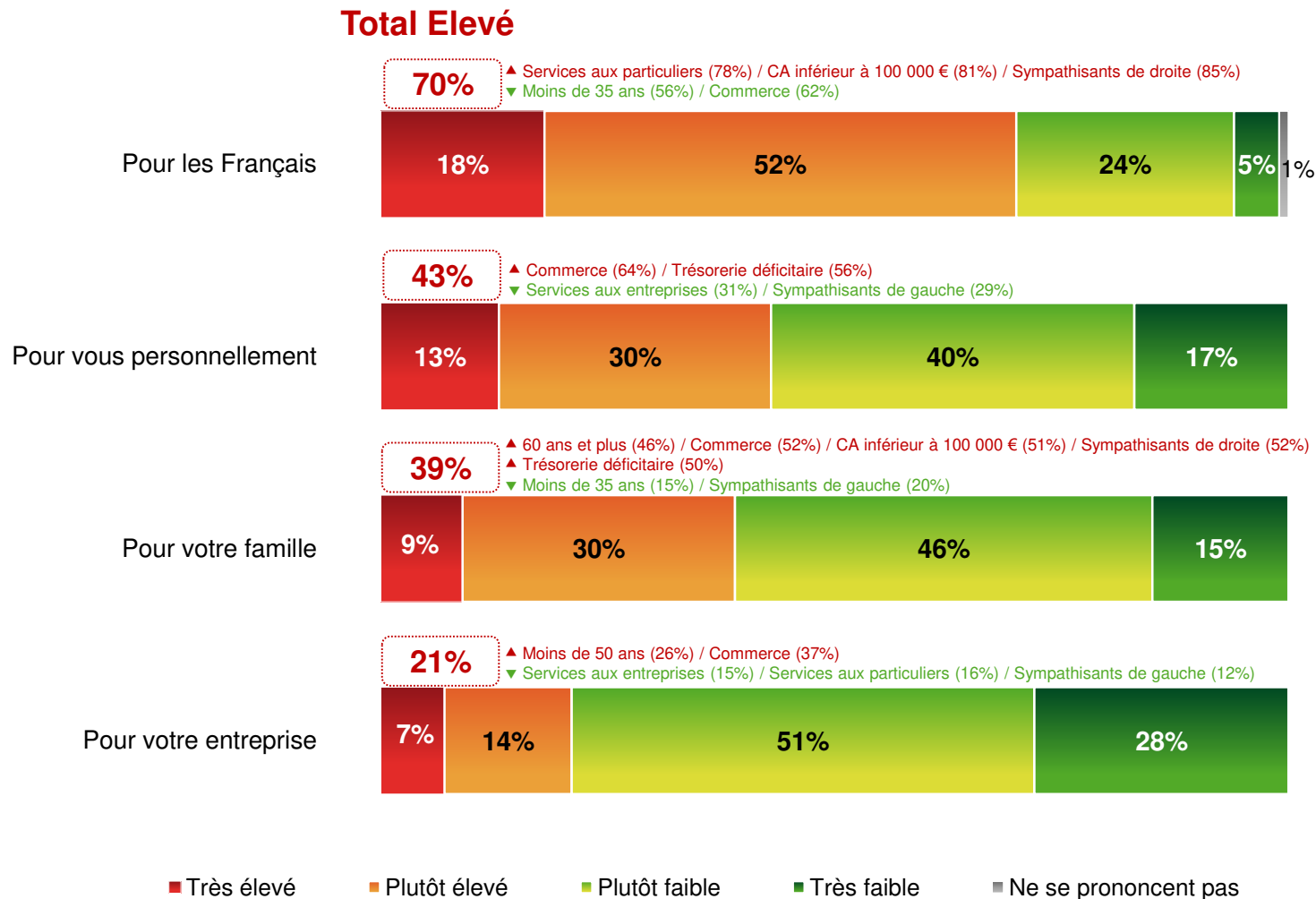


Base : à 50% de l'échantillon

La perception des risques en matière de sécurité

Question

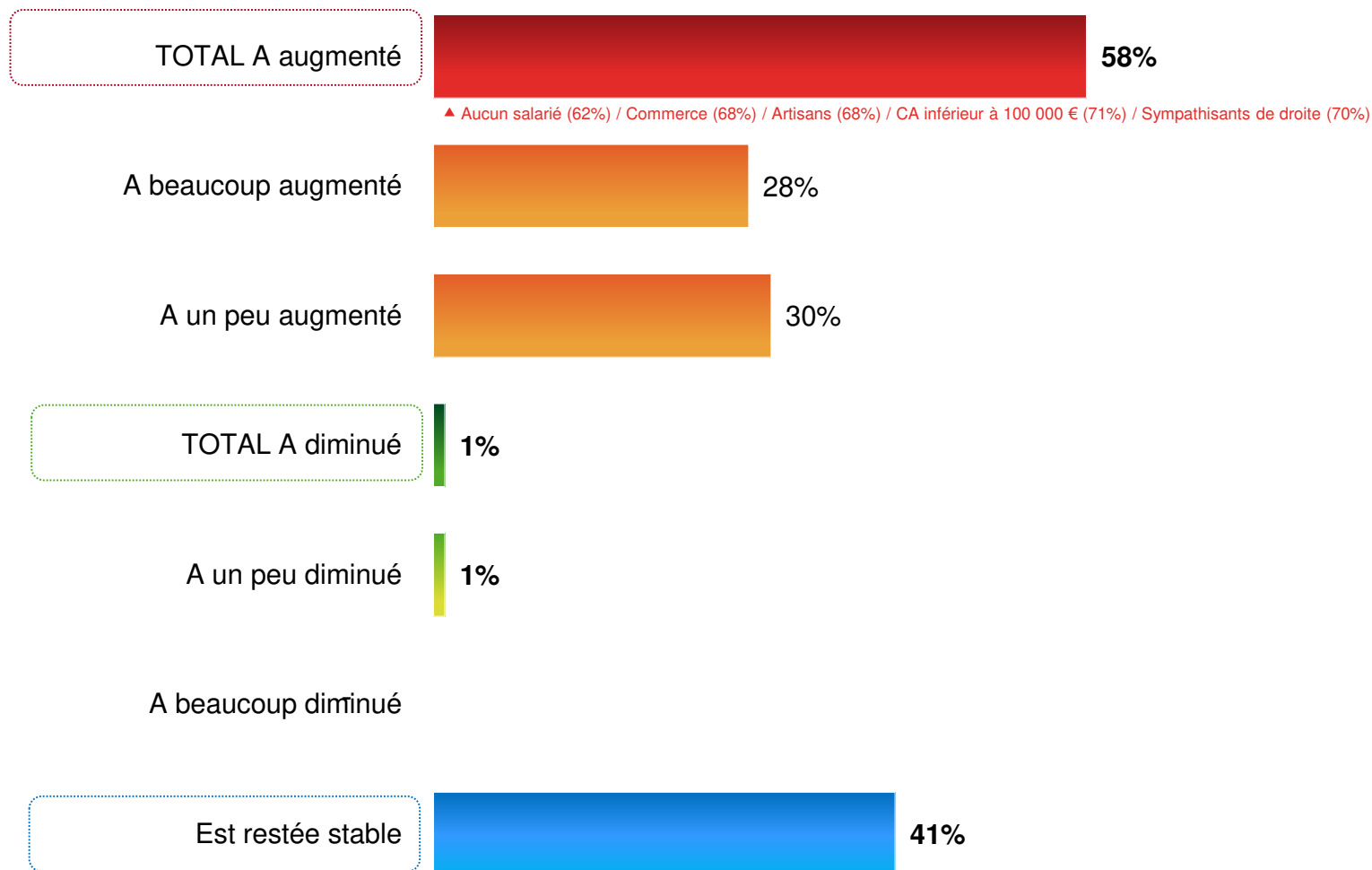
Diriez-vous qu'aujourd'hui, vous estimez que les risques en matière de sécurité, c'est-à-dire de violences et d'agressions, sont élevés ou faibles ?



La perception de l'évolution de la délinquance au cours des derniers mois

Question

En France, avez-vous le sentiment que ces derniers mois la délinquance... ?

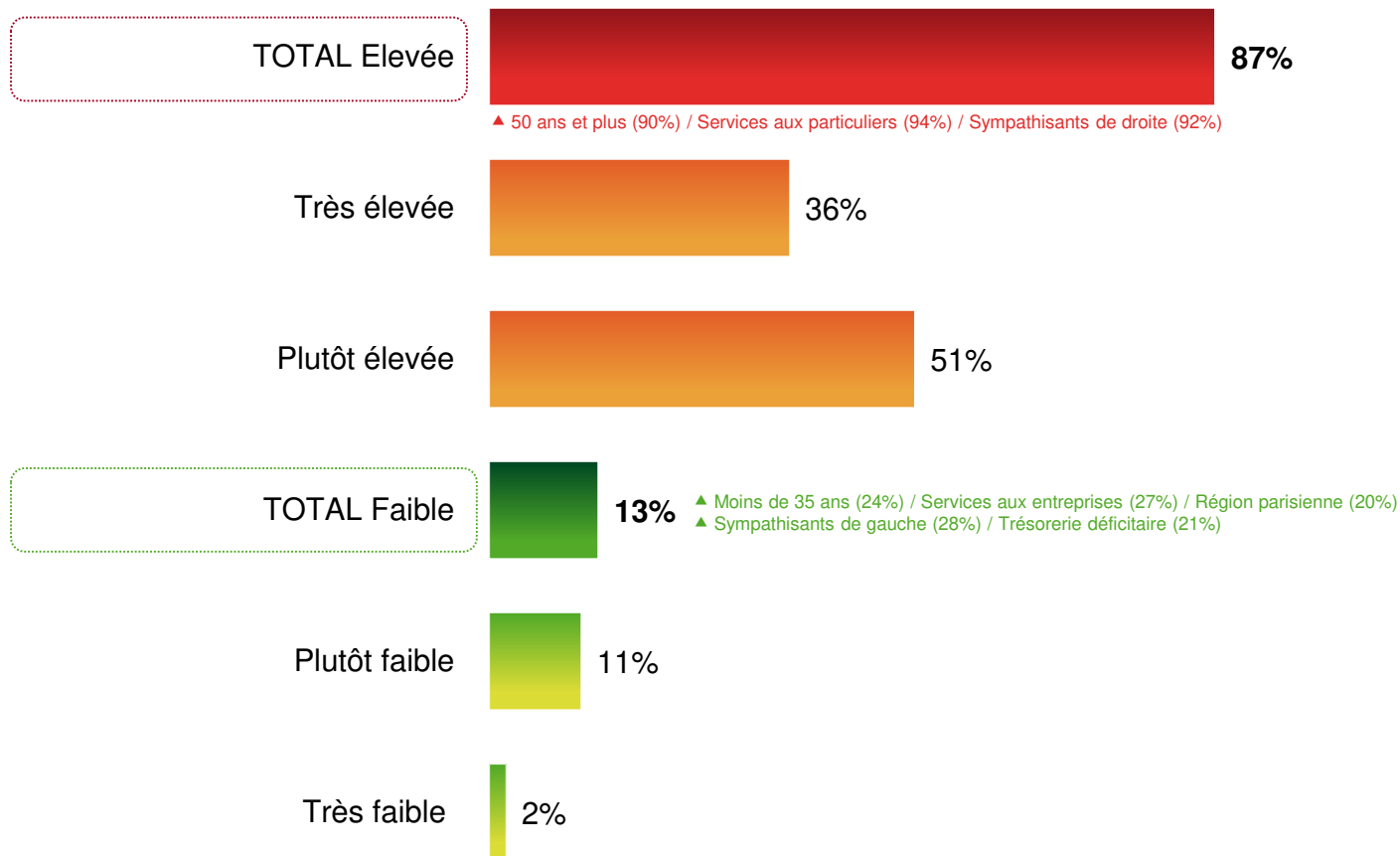


Base : à 50% de l'échantillon

Le niveau actuel de la menace terroriste

Question

Diriez-vous que la menace terroriste en France est actuellement élevée ou faible ?

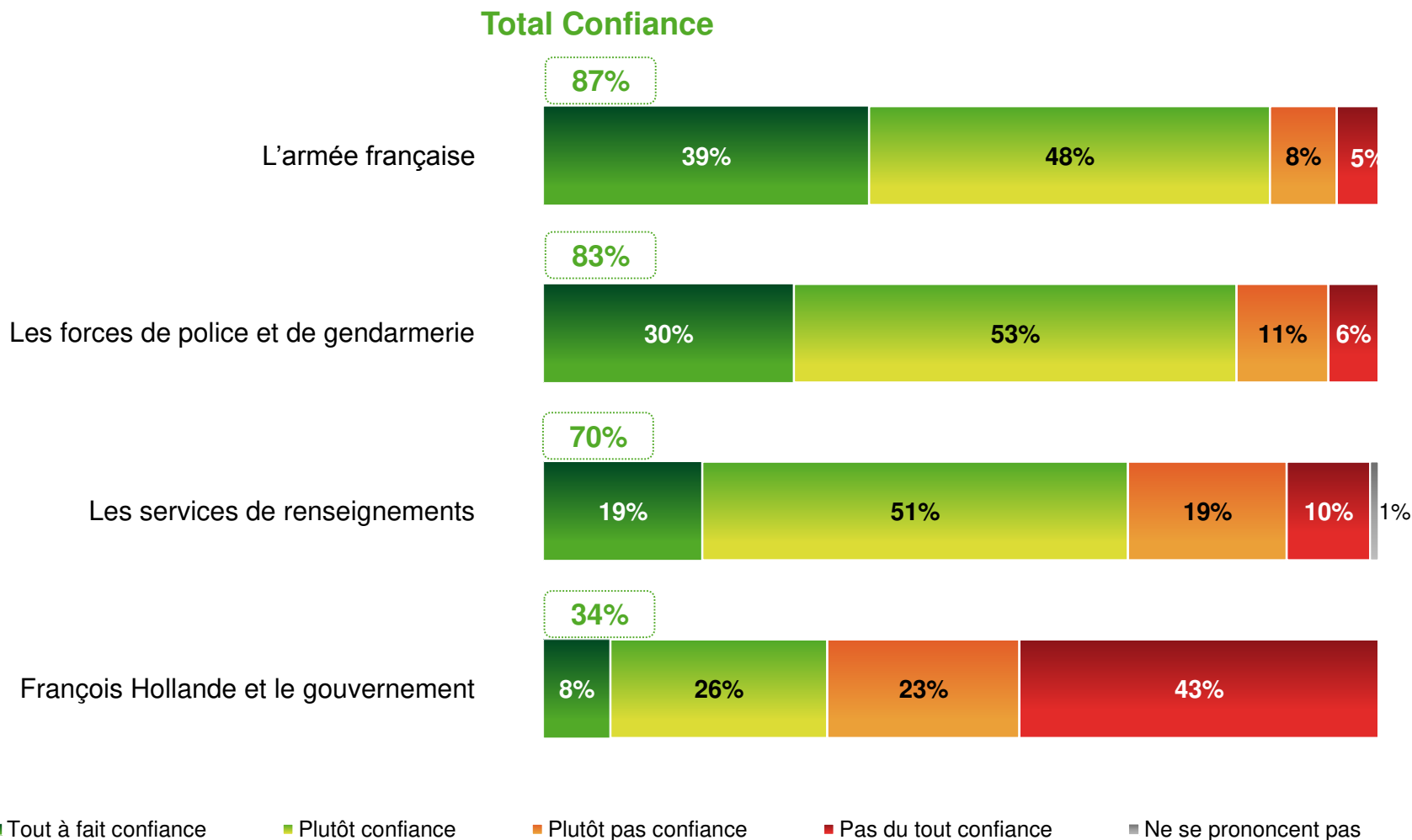


Base : à 50% de l'échantillon

La confiance en différents acteurs pour lutter contre le terrorisme

Question

Diriez-vous que pour faire face et lutter contre le terrorisme, vous avez tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance dans... ?



Base : à 50% de l'échantillon

Des patrons de TPE victimes d'agressions dans leur vie privée

Question

Dans le cadre de votre vie privée, avez-vous subi depuis dix ans... ?

Total A subi au moins un type d'agression : 74%

▲ Commerce (80%) / Services aux particuliers (79%) / Trésorerie déficitaire (84%)
▼ BTP (64%) / Services aux entreprises (65%)

Total Oui

46%

Des menaces verbales

27%

19%

54%

Un cambriolage ou un vol

41%

15%

26%

59%

Un piratage informatique

33%

11%

22%

66%

1%

Une agression physique

18%

7%

11%

82%

■ Oui, plusieurs fois

■ Oui, une fois

■ Non

■ Ne se prononcent pas

Base : ensemble des dirigeants de TPE

Des TPE victimes d'agressions

Question

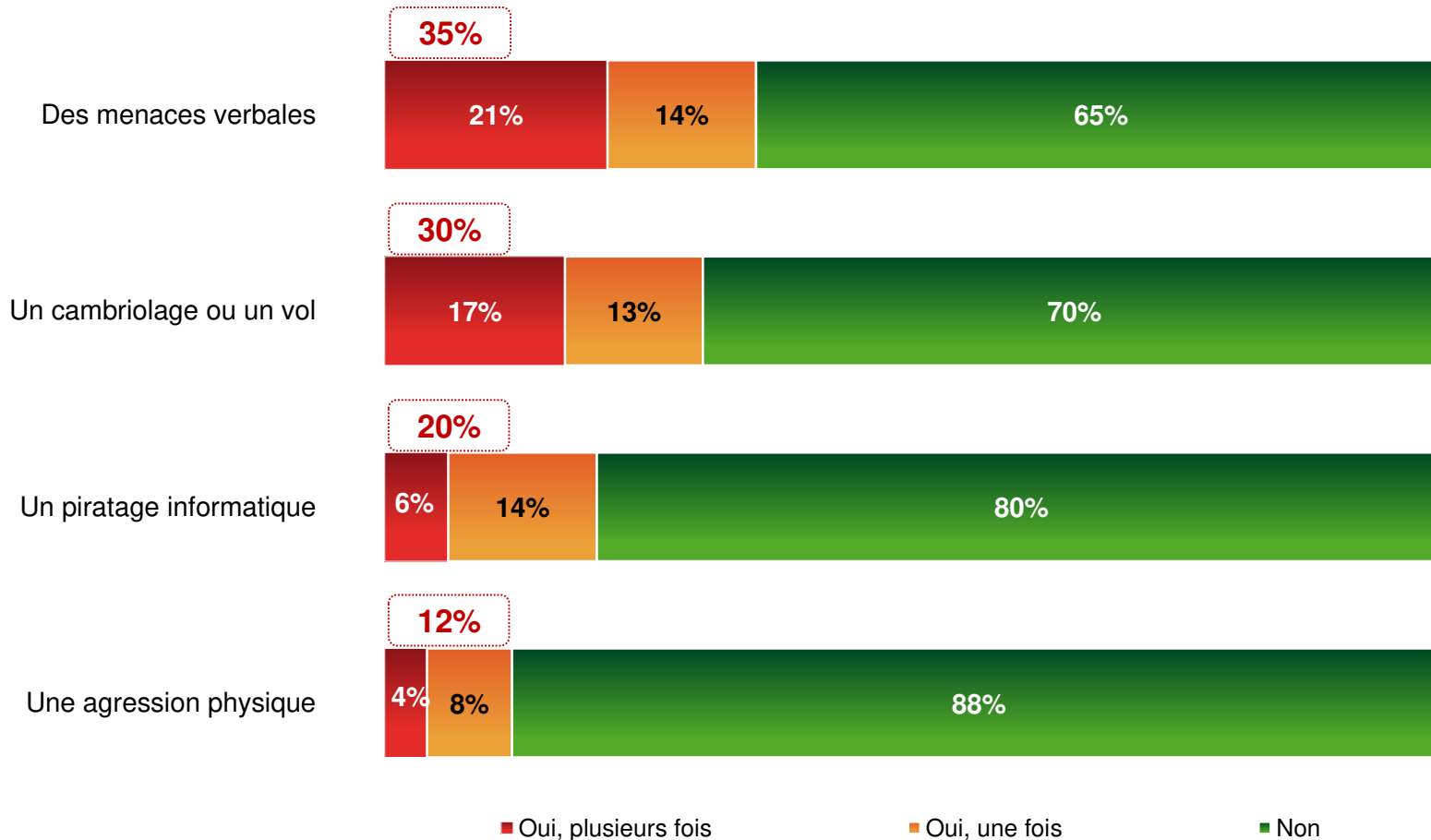
Depuis dix ans, avez-vous subi dans votre entreprise... ?

Total A subi au moins un type d'agression : 59%

▲ Commerce (70%) / 6 à 9 salariés (77%) / CA supérieur à 500 000 € (78%) / Sympathisants de droite (63%) / Trésorerie déficitaire (71%)

▼ Services aux entreprises (49%) / CA inférieur à 100 000 € (54%)

Total Oui

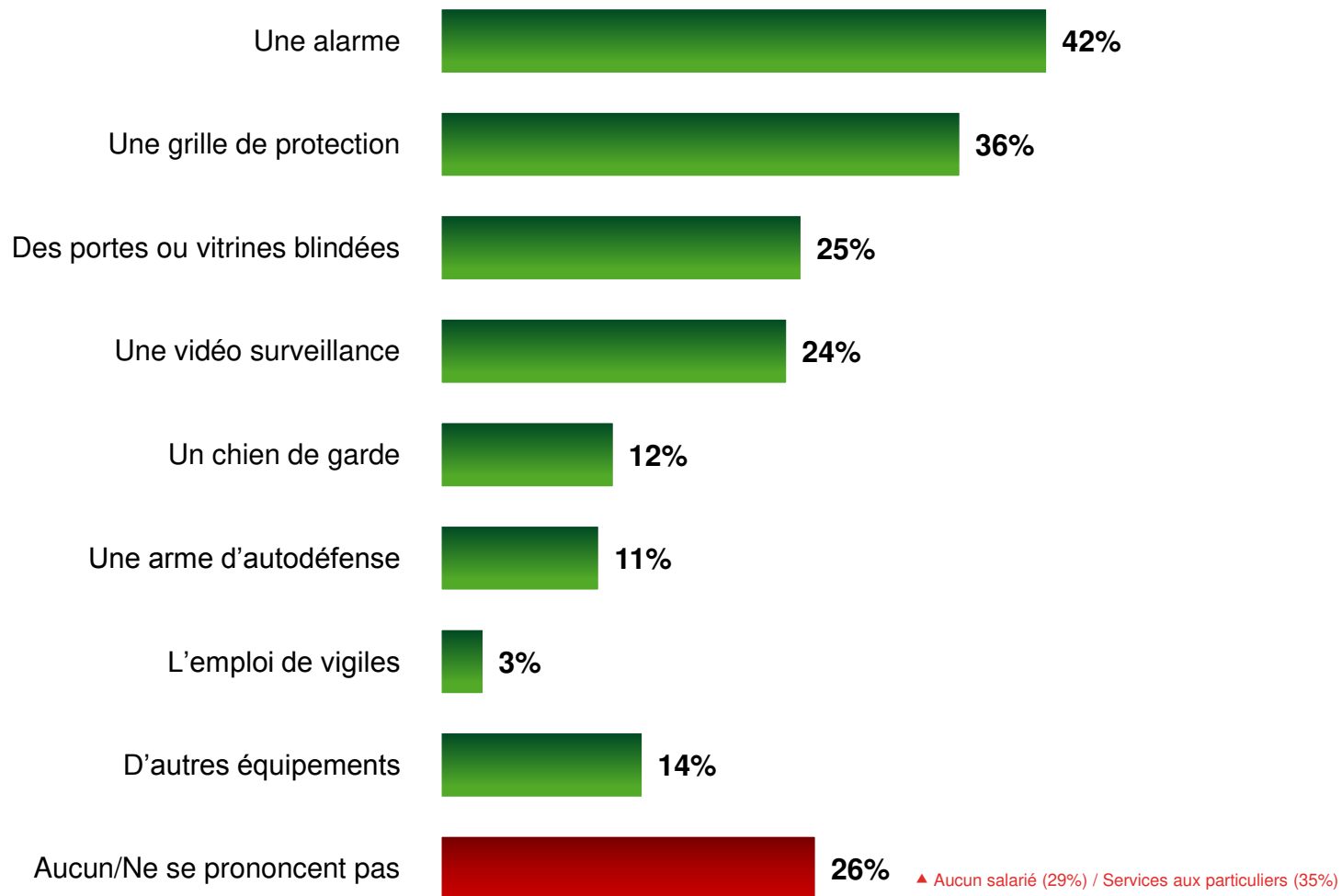


Base : ensemble des dirigeants de TPE

Les équipements de sécurité des TPE

Question

De quels équipements spécifiques contre les risques d'insécurité en vue de vous protéger, de protéger vos salariés ou de protéger vos moyens d'exploitation votre entreprise dispose-t-elle ?

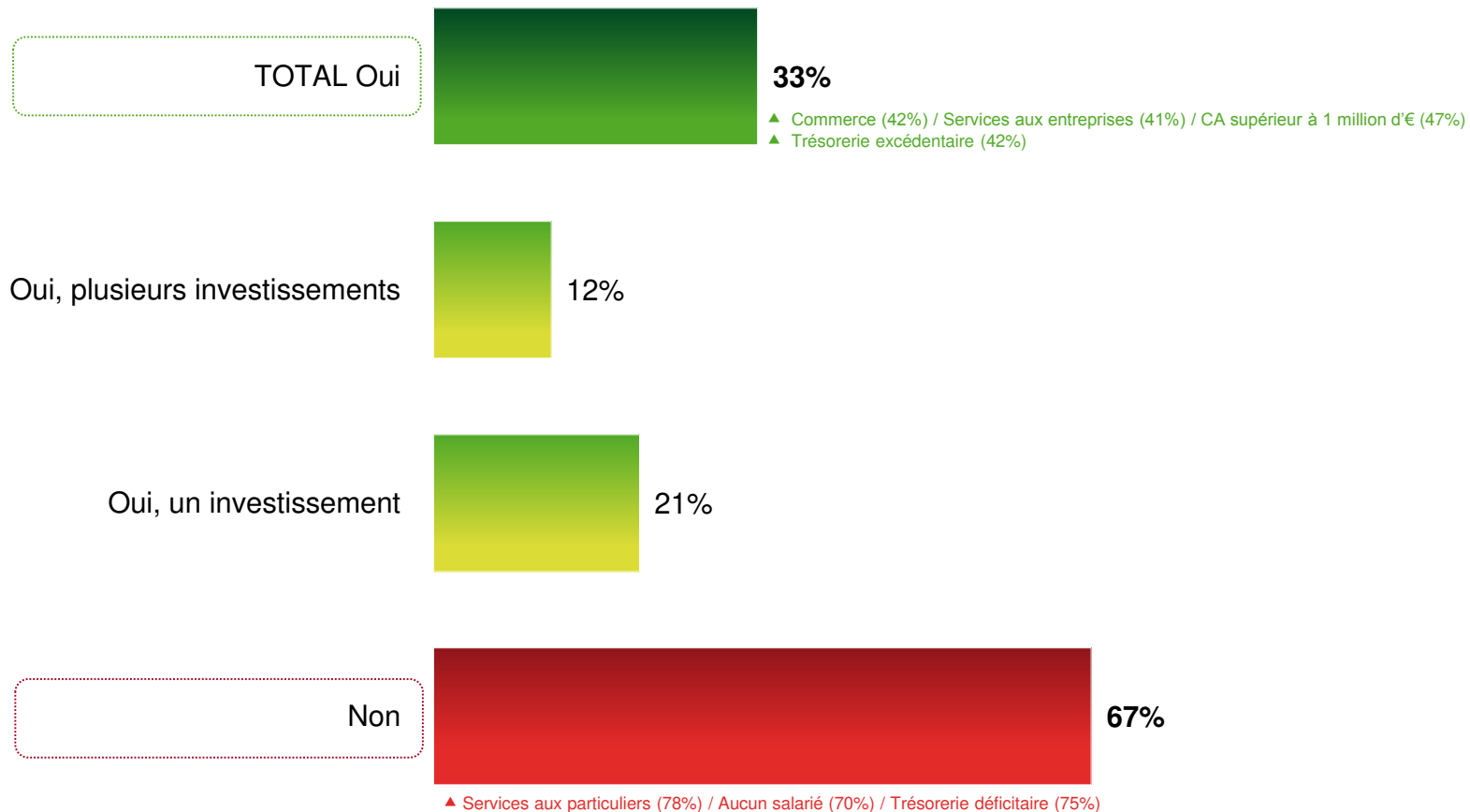


Base : ensemble des dirigeants de TPE

La réalisation d'investissements en matière de sécurité depuis deux ans

Question

Avez-vous réalisé des investissements en matière de sécurité au cours des deux dernières années ?



Base : aux dirigeants déclarant avoir au moins un équipement de sécurité

Les motivations des investissements réalisés en matière de sécurité

Question

Pour quelle(s) raison(s) avez-vous réalisé ces investissements en matière de sécurité ?

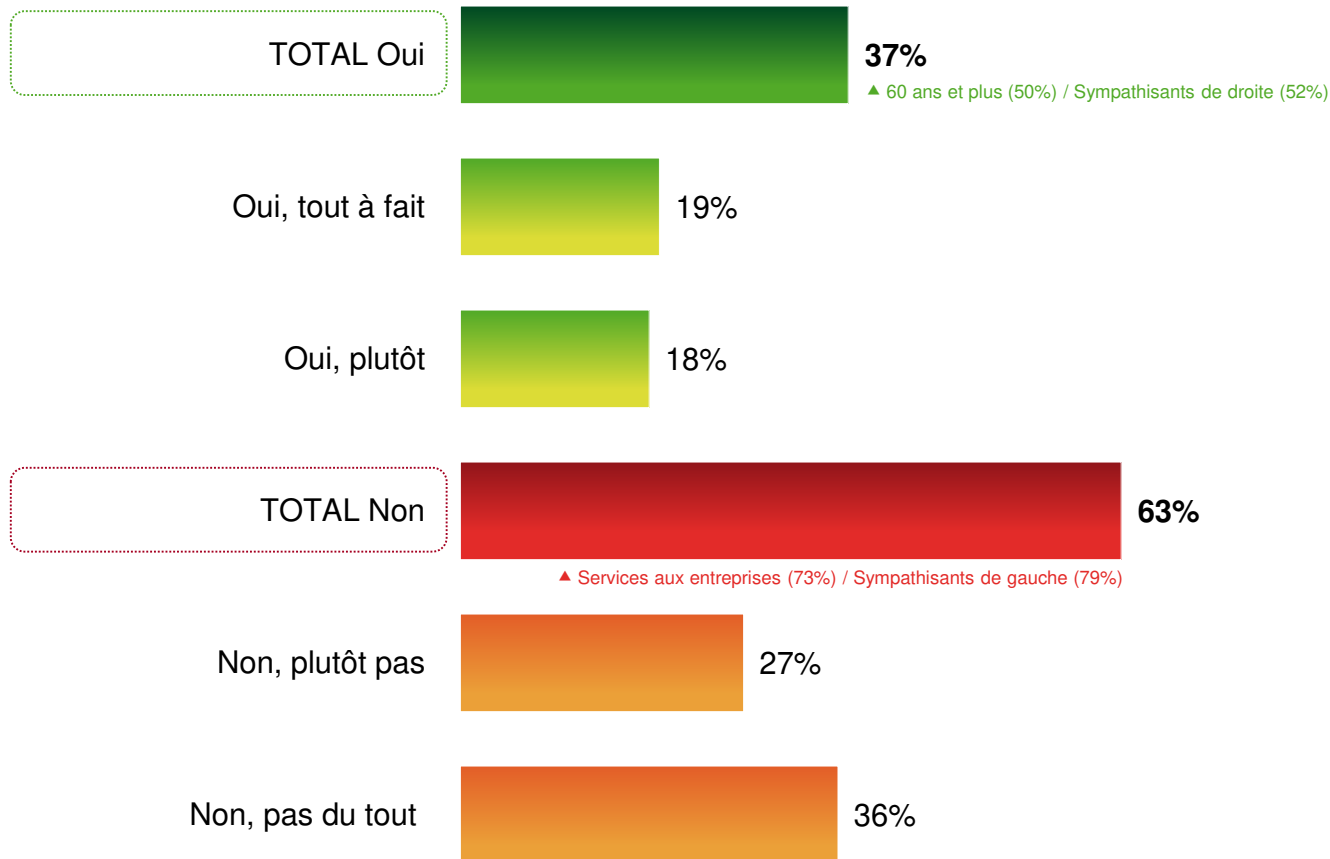


Base : aux dirigeants déclarant avoir au moins un équipement de sécurité et qui ont réalisé des investissements en matière de sécurité ces deux dernières années

L'autorisation de ports d'armes sous conditions pour les vigiles privés

Question

Seriez-vous favorable à ce que la France élargisse, dans certaines circonstances et sous certaines conditions, les autorisations de port d'armes pour les vigiles de sociétés privées de surveillance ?

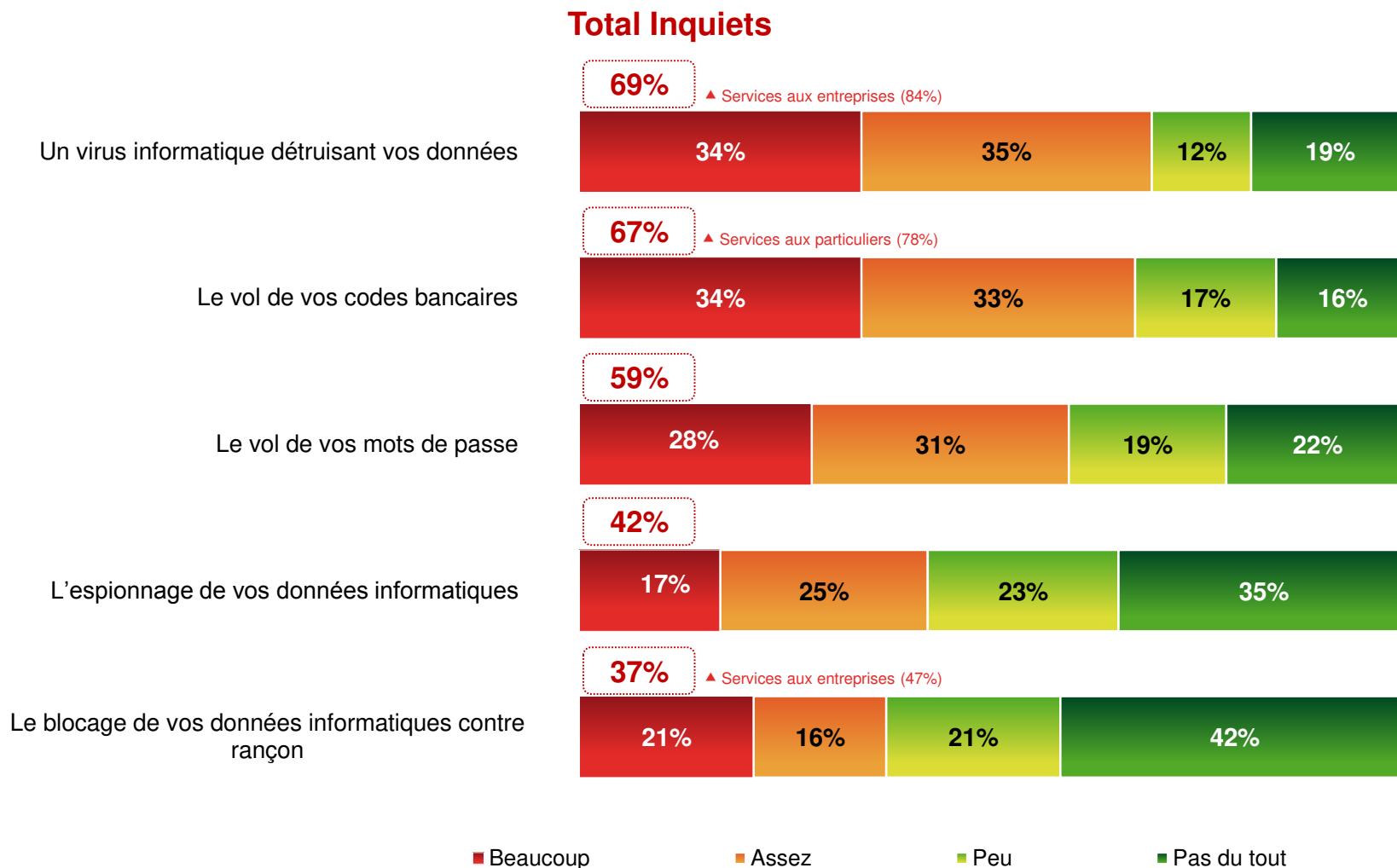


Base : à 50% de l'échantillon

L'inquiétude vis-à-vis des risques de cybercriminalité

Question

Pour chacun des risques suivants, diriez-vous qu'il vous inquiète beaucoup, assez, peu ou pas du tout ?

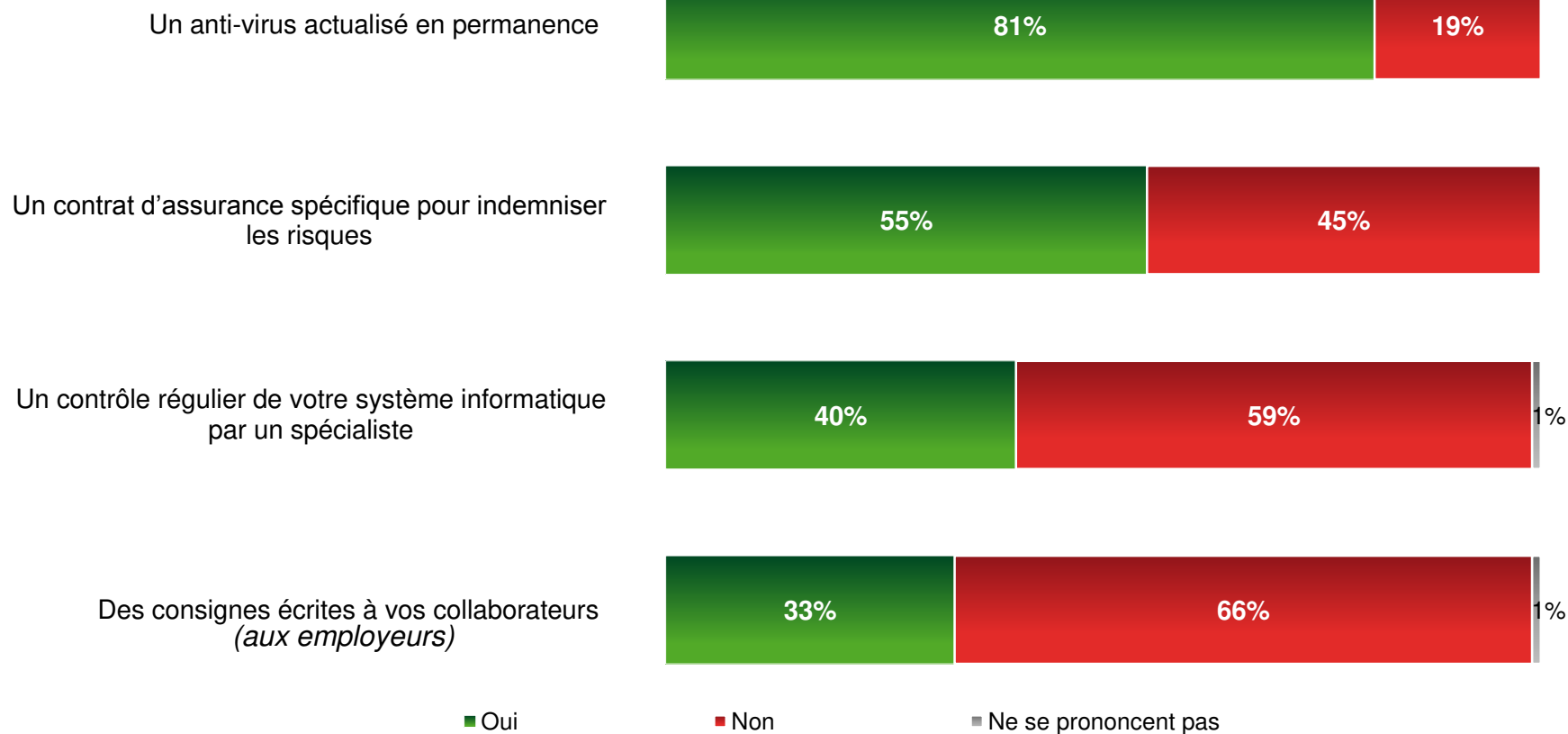


Base : à 50% de l'échantillon

La prévention des risques de cybercriminalité

Question

Avez-vous mis en place les moyens de prévention des risques suivants au sein de votre entreprise ?



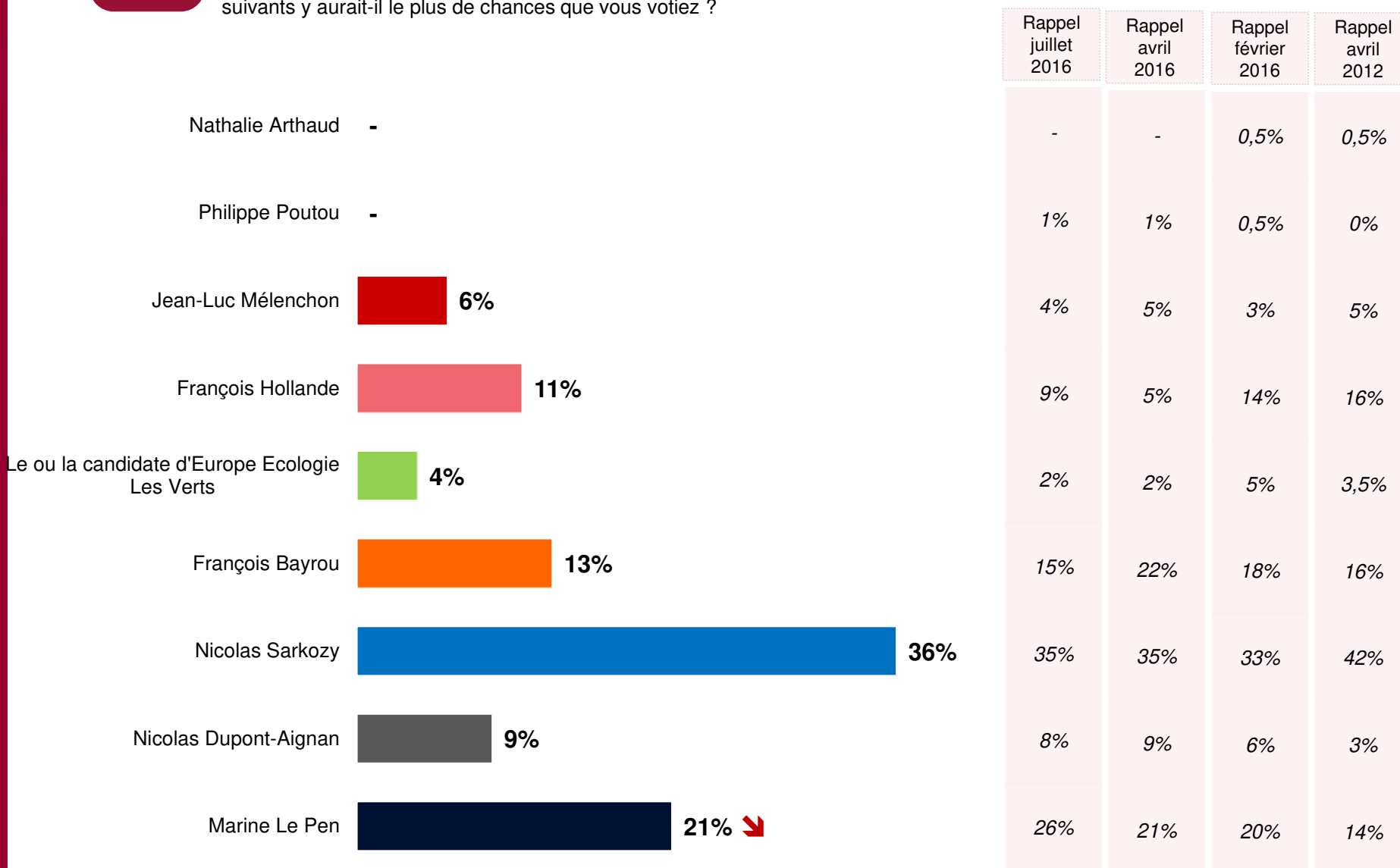
Base : à 50% de l'échantillon

***La perspective de l'élection
présidentielle de 2017***

L'élection présidentielle 2017 - Hypothèse 1 : candidature de Nicolas Sarkozy

Question

Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?

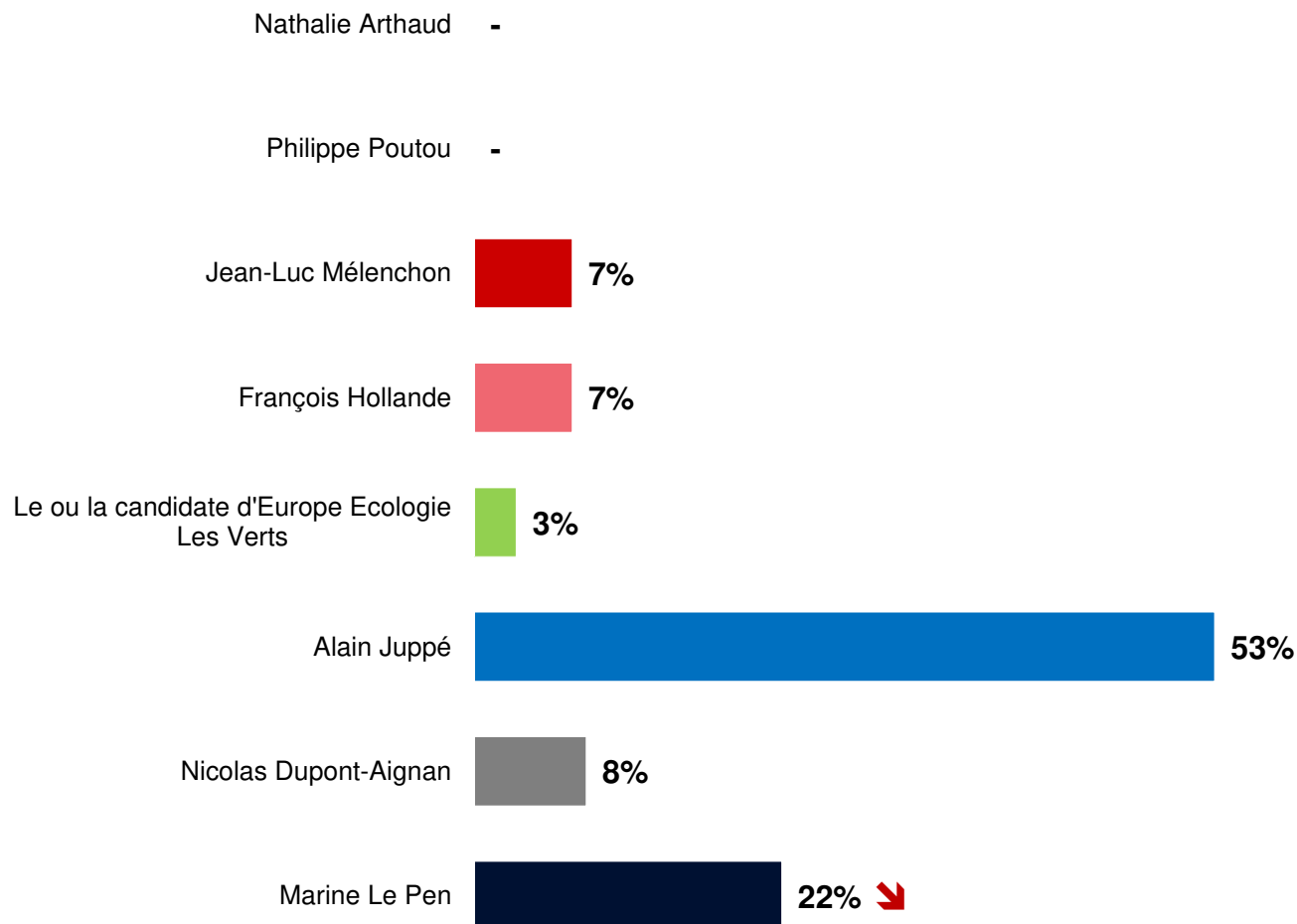


Base : aux dirigeants de TPE inscrits sur les listes électorales parmi 50% de l'échantillon

L'élection présidentielle 2017 - Hypothèse 2 : candidature d'Alain Juppé

Question

Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?



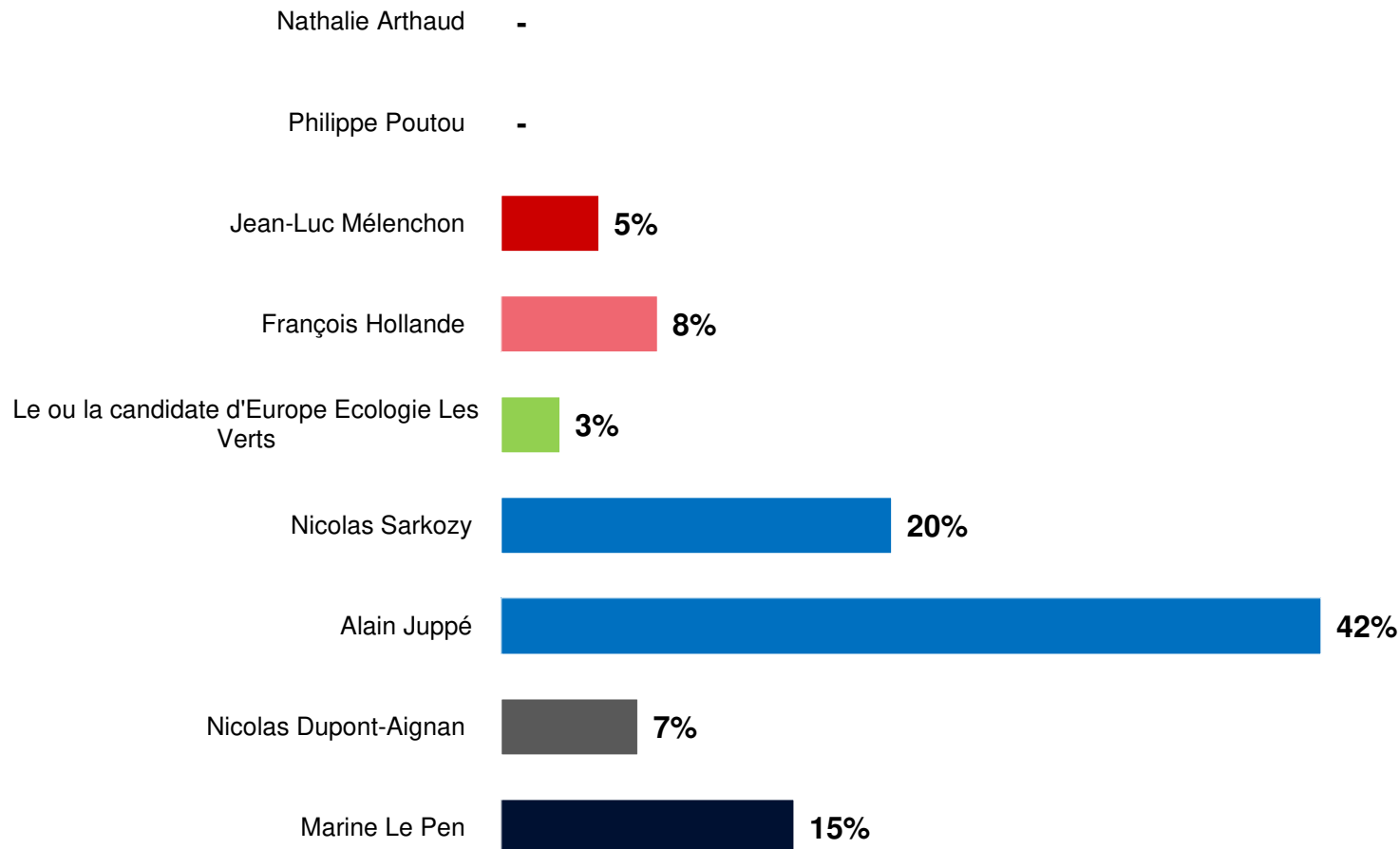
Rappel juillet 2016	Rappel avril 2016	Rappel février 2016
-	-	-
1%	1%	0,5%
2%	7%	3%
7%	11%	10,5%
4%	1%	4%
53%	56%	58%
6%	9%	7%
27%	15%	17%

Base : aux dirigeants de TPE inscrits sur les listes électorales parmi 50% de l'échantillon

L'élection présidentielle 2017 – Hypothèse 3 : candidature d'A. Juppé et de N. Sarkozy

Question

Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?



Base : aux dirigeants de TPE inscrits sur les listes électorales parmi 50% de l'échantillon

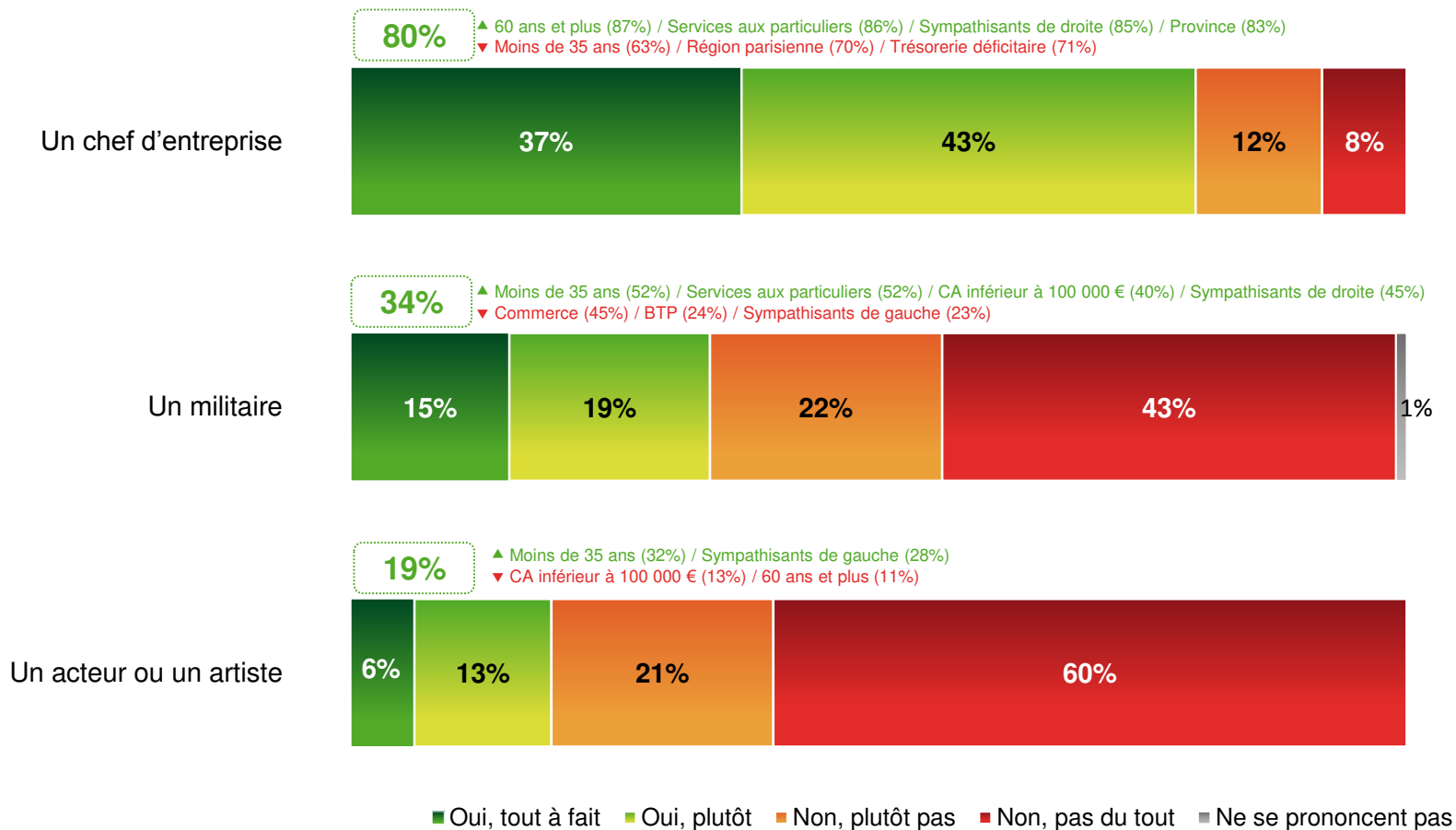
Les dispositions à élire un candidat hors de la sphère politique

Question

Seriez-vous prêt(e) à élire à la présidence de la République un candidat ne provenant pas de la sphère politique, comme par exemple... ?

Rappel
février
2016
Total Oui

Total Oui



78%

25%

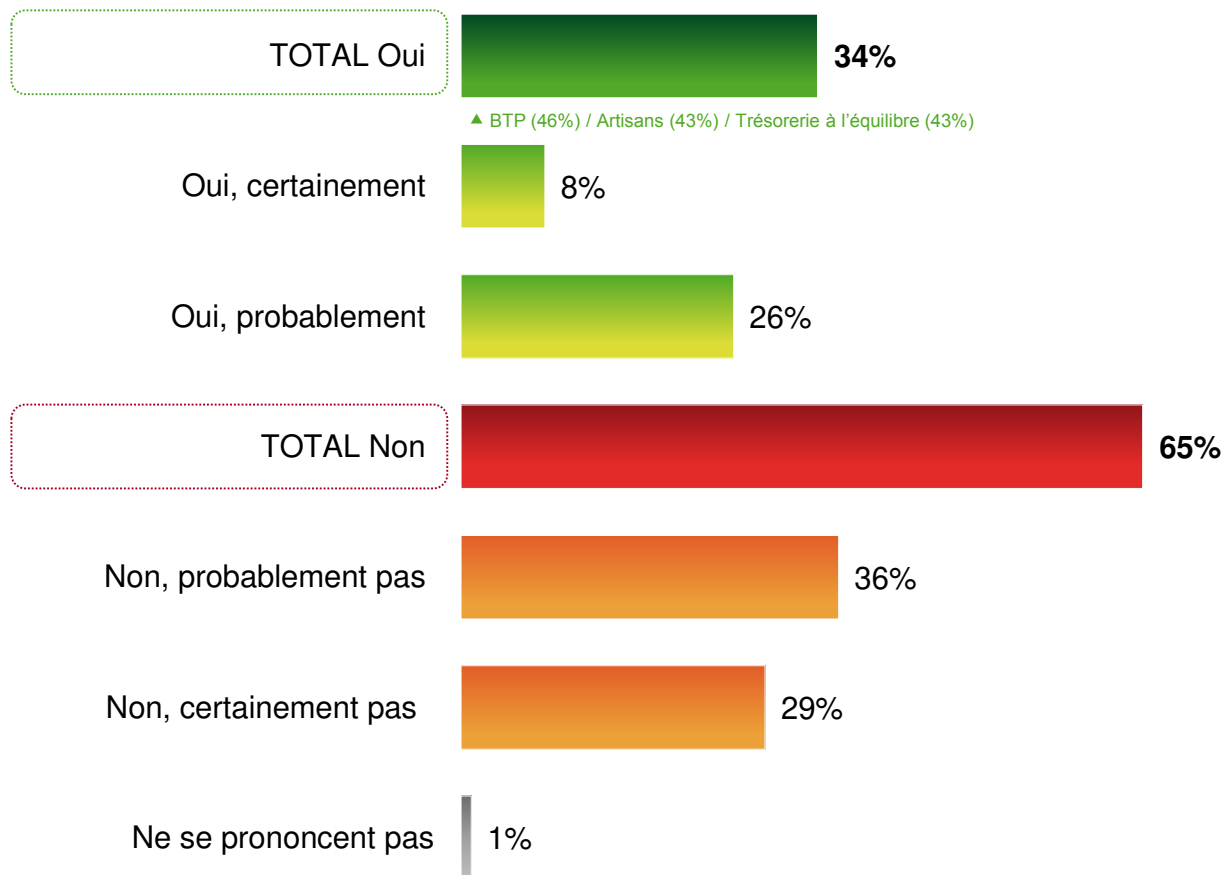
25%

Base : à 50% de l'échantillon

La possibilité de voir émerger un candidat hors de la sphère politique

Question

Selon vous, est-il possible qu'un candidat ne provenant pas de la sphère politique émerge dans la campagne pour l'élection présidentielle de 2017 ?

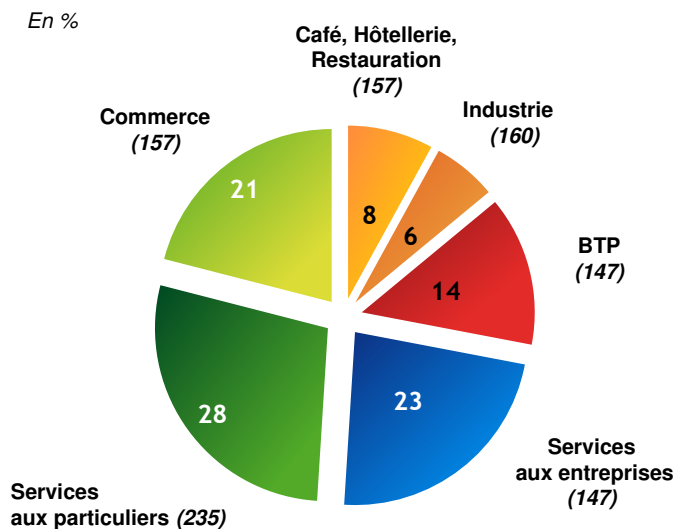


Base : aux dirigeants se déclarant disposés à élire un président de la République ne provenant pas de la sphère politique parmi 50% de l'échantillon

- Échantillon de **1 003** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 19 octobre au 7 novembre 2016.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

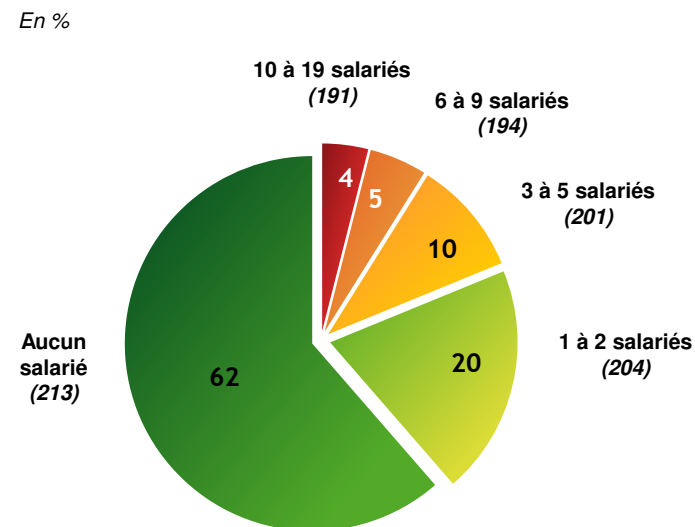
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

